Bureau de dépôt - Bruxelles X
P701162

Belgique - België
P.P.
Bruxelles X
1 / 2425

Périodique trimestriel du CIEP/MOC
n° 71 • janvier • février • mars • 2012

L'ESPERLUETTE

Signe typographique qui représente la conjonction de coordination "et"

Sur les planches du théâtre-action

© Reportage photo & 71

Sommaire

Edito 3

Analyse

Sur les planches du théâtre-action

Théâtre-action: pour une parole publique 4

Alphabétisation et théâtre-action: un duo émancipateur 8

Dénoncer les exclusions par le théâtre! 11

Mouvement en campagne

TTPMD: Très Très imPortant pour Mes Droits! 13

Une campagne qui agit là où l'on peut changer les choses! 14

La FOPES 2012 16

Actions Consommateurs Travailleurs (ACT) 17

L'approche par les «capabilités», une réponse concrète aux inégalités? 18

Mémoire en résumé 19

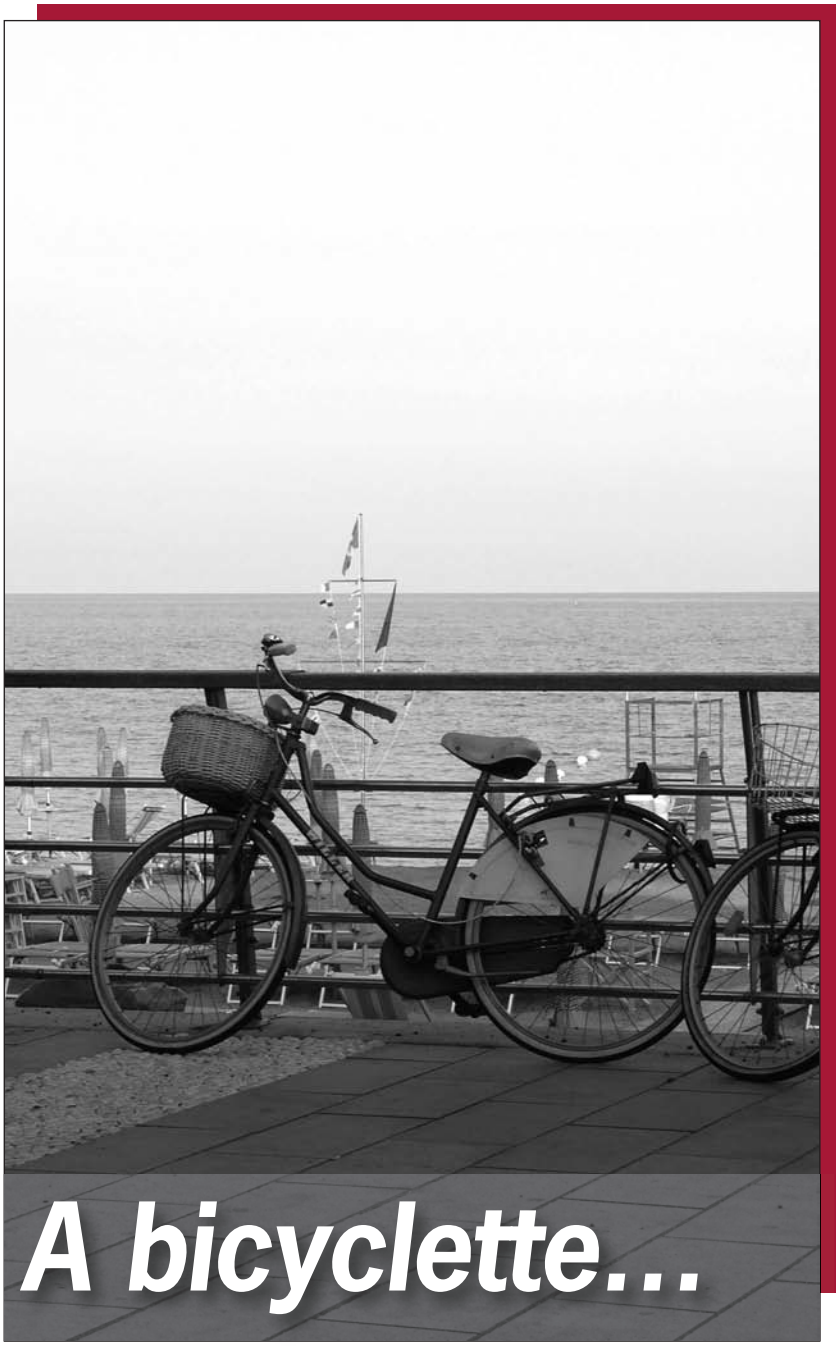
En régions 20

En bref 22

Agenda 22

Fiche pédagogique

«Reader dérido… actif et efficace!» pour améliorer ses performances en lecture



© Reportage photo & 71

A bicyclette…

Audacieuse draisienne, célérifère amélioré, vélocipède utile, vieux clou de transport ouvrier, bécane des émois bucoliques solitaires ou bicyclette «avec Paulette», petite reine, ou «selle que j'aime», bijou technologique de compétition lenticularisé ou mode de transport doux pliant, tandem ou triplette, VTT des bois ou VTC des champs, d'effort librement consenti ou en assistance électrique, la petite reine se promène de page en page dans ce numéro de *L'Esperluette*. ■

Comité de rédaction:
Stéphanie Baudot, Christian Boucq, Virginie Delvaux, Perrine Detober, France Huart (coordination), Florence Moussiaux, Michèle Stessel, Nicole Tinant

Secrétariat:
Francine Baillet, Rita D'Agaro, Lysiane Mettens

Ont participé à ce numéro:
Stéphanie Baudot, Périne Brotcorne, Christian Boucq, Sophie Coudou, Virginie Delvaux, Bruno Hesbois, France Huart, Michèle Stessel, Nicole Tinant, Stéphanie Vankeer

Photos:
Virginie Delvaux, France Huart, Solidarité Mondiale

CIEP communautaire:
Tél: 02/246.38.41, 42, 43 - Fax: 02/246.38.25
Courriel: communautaire@ciep.be

Editeur responsable:
Virginie Delvaux
Chaussée de Haecht 579 - 1030 Bruxelles

Design:
DCL Printers - Courriel: dcl.printers@skynet.be
Imprimé sur papier 100% recyclé sans chlore

Avec le **théâtre-action**, c'est tout un peuple de l'invisible qui reprend ses droits démocratiques, qui reprend le fil du politique pour participer au tissage du monde[1]

Par Virginie Delvaux,
Directrice du
CIEP-ISCO

Que cela soit avec des groupes d'alpha, des collectifs de femmes, des étudiants ISCO, ou encore avec des demandeurs d'asile ou des détenus,… les expériences sont tout à la fois nombreuses et uniques pour illustrer les chemins que peut prendre la pratique du «théâtre-action». Quelle est donc la singularité de cette démarche culturelle et pourquoi est-elle encore vivace aujourd'hui?

Le théâtre-action a émergé il y a plus d'un demi-siècle, dans le courant des années 60, à un moment où les artistes se sont mis au service de la lutte ouvrière. L'outil s'est alors très vite positionné comme un objet politique et culturel. En réaction au modèle dominant dans le champ de la diffusion culturelle (formatant les besoins des individus), le théâtre-action construit collectivement une parole politique à partir des vécus singuliers des participants bien souvent étiquetés de «non public», c'est-à-dire à la fois n'ayant pas accès à la culture dominante et ne se donnant pas le droit d'énoncer et de dénoncer dans l'espace public. En faisant du théâtre-action, le groupe se définit alors, comme le nomme Bérénice Hamidi-Kim[2] , un «espace public alternatif», un espace d'expression propre aux cultures populaires.

© Reportage photo & 71

C'est donc tout à la fois un enjeu de démocratie culturelle et d'émancipation qui constitue les fondements du théâtre-action. Ce dernier a d'ailleurs comme particularité de se définir de manière plurielle, cherchant sans cesse à maintenir en équilibre ses diverses composantes. Je n'en pointerai que deux:

- **A la croisée des actions sociales et des actions culturelles**
  Le théâtre-action se base sur les questions sociales qui traversent les expériences vécues par un groupe. Des sujets cruciaux sont alors nommés, traités posant, grâce à ce regard, une critique de la société et offrant à imaginer d'autres modalités de vivre ensemble. L'action menée est donc éminemment sociale sans pour autant être assimilée à un travail d'insertion ou d'accompagnement. De fait, le projet est collectif et aboutit à une production culturelle par la mise en scène d'un spectacle lors d'une représentation rendue publique.
- **A la croisée d'une reconnaissance de soi et de la problématique**
  Par le travail de mise en scène, les participants s'affirment en tant que personne portant une parole légitime et développent par la même occasion une plus grande confiance et estime d'eux-mêmes. De plus, le fait de représenter publiquement -face à des interlocuteurs tangibles et attentifs- une problématique sociale permet d'affirmer l'existence et la reconnaissance de cette réalité.

Dès lors, dans une société qui tente si difficilement de rêver à d'autres possibles, que ce soit dans le champ social, économique, politique et environnemental, le théâtre-action reste un outil essentiel d'éducation populaire et de démocratie culturelle. Je vous laisse donc le plaisir de découvrir quelques récentes expériences développées dans les pages de ce numéro spécial.

Que ce dossier vous donne des envies de créations et d'interpellations! ■

1. BRAHY, R., «Théâtre-action: que vive la démocratie… en actes!», dans *Revue Politique*, n°65, juin 2010
(disponible sur http://politique.eu.org/spip.php?article1130)
2. Bérénice Hamidi-Kim est docteure en études théâtrales, maître de conférences en Études théâtrales à l'Université de Lyon 2.

Sur les planches du théâtre-action

Théâtre-action: pour une parole publique

Par France Huart et
Michèle Stessel,
CIEP Communautaire

«Personne ne libère autrui, personne ne se libère seul, les hommes se libèrent ensemble… par le moyen de leur action sur le monde» (Paulo Freire, Pédagogie des opprimés, 1969.)

«L'art ne peut rien faire pour empêcher la montée de la barbarie (…) ne peut pas changer le monde, mais il peut contribuer à changer la conscience et les pulsions des hommes et des femmes qui pourraient changer le monde» (Herbert Marcuse, Contre-révolution et révolte, Paris, 1972.)

© Reportage photo & 71

Avec leurs moyens d'expression, les artistes dénoncent les situations injustes, interrogent et appellent à la prise de conscience. Aujourd'hui, dans un monde qui critique ouvertement le politique et les institutions, on peut s'interroger sur le rôle joué par les artistes et sur les connexions entre art, culture et travail social: les artistes font-ils partie des porteurs de changement social? Comment les travailleurs sociaux recourent-ils aux expressions culturelles dans leurs pratiques sociales et d'éducation permanente?[1]

De tout temps, le théâtre a été utilisé pour faire passer un message individuel ou collectif et interpeller les citoyens sur des situations vécues. Le théâtre-action a cette particularité de travailler avec ceux qui, traditionnellement, n'ont pas la parole et sont exclus de la scène, pour mettre en avant les situations et les injustices vécues. Outil de conscientisation et de changement social, il concilie théâtre socialement engagé et comédie, avec les «*écartés du système dominant*» (Paul Biot) pour rendre publique leur parole. Ce type de théâtre recouvre une multitude et une diversité de pratiques. Bien souvent provoquants, décapants ou humoristiques, ces pièces plongent les spectateurs dans l'analyse de la société et de ses dysfonctionnements. Le chômage, les conditions de vie en prison, le handicap, vivre aujourd'hui avec un Revenu d'intégration sociale (RIS) («*Grosses légumes et petits marrons*» avec «Grain de Sel» issu du CPAS de Namur), les violences conjugales («*Six fois par mois*» avec les FPS et «*Pêche d'enfer*» avec le Refuge des Femmes battues de La Louvière), la domination de la mode («*Taille 32*» avec des habitantes de Couvin), être analphabète («*Y a-t-il quelqu'un pour sauver l'alphabet?*» du CIEP alpha de Namur), être sans papier ou immigré chez nous («*Missing*» avec un groupe d'habitants de Saint-Josse), les changements climatiques, la garde alternée («*Le chant des baleines*» des FPS de Liège), vivre et habiter en milieu rural («*La révolution des rhubarbes*» avec les Equipes populaires ou «*Femme-sandwich*» des Aragnes de l'ACRF), la surconsommation, ou encore la fermeture d'une usine («*Royal Boch, la dernière défaïence*» avec un groupe d'ouvriers de la faïencerie): voilà quelques thèmes au cœur de créations théâtrales réalisées avec les personnes vivant des exclusions et présentées devant un public.

Comment, dans une dynamique d'éducation permanente, le théâtre est-il le point de départ d'une réflexion individuelle qui aboutit à une parole publique citoyenne? Comment le théâtre-action fait-il spécifiquement parler les exclus, sur ce qu'ils vivent quotidiennement comme discriminations, fait réfléchir et interpelle les spectateurs? Comment saisir le rôle des acteurs culturels dans la mobilisation et dans le processus d'émancipation collective? Qu'est-ce que crée le théâtre-action lorsqu'il rencontre des sans voix: un moment de création, un acte politique citoyen, un nouvel espace de liberté et d'expression individuelle, un jeu de rôle collectif, un long parcours

© Reportage photo & 71

d'émancipation et d'estime de soi? La réponse à ces questions est au cœur de ce dossier.

Théâtre-action, une expression culturelle, sociale et politique?

Des centres culturels, des écoles, des maisons de jeunes et des organisations de jeunesse, des associations d'éducation permanente, des CPAS, des collectifs d'alphabétisation, des institutions psychiatriques, des groupes locaux, des comités de quartier et des prisons recourent au théâtre-action pour faire parler des hommes, des femmes, des jeunes ou des plus âgés, des personnes d'origine étrangère, des exclus, des sans, des «ruraux», des internés ou encore des détenus. Des assistants sociaux et des animateurs font appel aux compagnies de théâtre-action pour des activités culturelles mais aussi pour faire émerger une parole collective revendicatrice de ces groupes sociaux. Sous la conduite de comédiens-animateurs, des «personnes à l'écart» mettent en scène leur quotidien pour susciter la réflexion et/ou le changement.

Tout d'abord, il est important de tenter de définir le théâtre-action: quelles en sont ses spécificités? ses composantes? ses enjeux et les effets possibles?

Pour Paul Biot, un des défenseurs du Théâtre-action et ancien directeur du Centre de Théâtre-action (CTA) de La Louvière, «le théâtre-action s'inscrit entièrement dans le champ culturel théâtral. (…) cette culture est celle qui reconnaît à chacun un rôle critique et créateur, et s'attache à ce que soit prioritaire la parole des gens écartés par le système dominant. Cette capacité de création et de récréation, le théâtre-action la met en œuvre en valorisant le vécu, l'imaginaire et la force d'analyse de chacun, et en les inscrivant dans une démarche (…) d'écoute et de création collective (…) pour dépasser les situations individuelles et faire apparaître les mécanismes et les rapports de force et de pouvoir (…) S'attachant aux luttes qui rendent aux êtres humains leur part d'humanité, il aura pour ambition d'user du théâtre pour aider les acteurs-créateurs à poursuivre leurs réflexions dans leurs actes quotidiens et à pousser les spectateurs à s'associer à la réflexion théâtralisée et à se préoccuper d'en faire un appui pour provoquer les changements nécessaires (…) Assurément contemporain, le théâtre-action ne s'oppose pas à la culture traditionnelle. Par certains côtés, il s'estime un des dépositaires, par d'autres, il en est un aspect complémentaire et novateur. Il ne se reconnaît aucun monopole; bien au contraire, il soutient toute démarche de création théâtrale en recherche d'une société plus juste, plus tolérante et qui reconnaisse concrètement à chacun sa part indispensable dans la culture. En ce sens, le théâtre-action est peut-être plus politique que social mais, en définitive, c'est parce qu'il n'ignore ni l'une ni l'autre de ces dimensions de la vie, tout en les transcendant, qu'il est essentiellement culturel»[2]. Selon le CTA, le concept de «théâtre-action» est «synonyme d'une démarche singulière, nécessairement liée à un projet politique, éthique et artistique. Le théâtre-action repose sur une approche philosophique, ce n'est pas une technique. Parler de théâtre-action, c'est parler de l'Homme en lien avec la société»[3]. La participation et la prise de parole publique sont au cœur du processus émancipatoire du théâtre-action. Ainsi, «la différence fondamentale quand on travaille avec un public fragilisé, c'est cette urgence à dire les choses. (…) Ici, (à la différence des «acteurs plus cultivés»), il y a tellement de choses à dire, à revendiquer»[4].

Bruno Hesbois de la Compagnie Buissonnière nous révèle sa recette qui doit «comporter quatre ingrédients principaux: partir du vécu, solidariser le groupe, prendre le temps nécessaire et terminer par un spectacle public»[5]. De plus, rendre confiance est pour lui un axe fondamental de cette «formidable aventure humaine».

Ce qui caractérise le théâtre-action, pour Katty Masciarelli, l'actuelle directrice du CTA, est «la relation qu'il entretient avec la population et le terrain. Les comédiens du théâtre-action sont des professionnels qui travaillent avec des gens qui ne le sont pas et qui, pour ce faire, adoptent eux une démarche de création collective (…) il n'y a pas de texte écrit. On part de l'improvisation. L'expérience de chacun donne une vision singulière du monde. Cette démarche va créer un collectif et cette envie de montrer, afin de provoquer quelque chose dans le public. En ce sens, c'est un spectacle politique». Face à cette définition, Rachel Brahy, chercheuse à l'ULg, s'interroge sur la dimension politique du théâtre-action aujourd'hui: «le politique a-t-il déserté le théâtre-action?». «Les pratiques culturelles participatives mises en place dans les années 1970 souffriraient, de nos jours, d'un effet de recyclage dépolitisant. La question du politique peine à être pensée. (…) Le théâtre-

action s'est-il vu progressivement vidé de sa substance politique? Est-il devenu un simple outil au service du traitement de la question sociale?»[6]. En effet, comme le démontre Paolo Freire, la conscientisation qui a lieu dans le processus de théâtre-action est nécessaire à toute action transformatrice.

Différents modes théâtraux pour interpeller

Qu'on le dénomme théâtre de l'opprimé, théâtre-action, théâtre-forum, théâtre d'intervention, théâtre de l'invisible ou théâtre interactif, immergé, communautaire, intime ou encore théâtre-débat, toutes ces expressions font référence, au Nord comme au Sud, aux pratiques théâtrales engagées et participatives qui s'adressent aux personnes socialement et/ou culturellement défavorisées, afin qu'elles déposent publiquement une parole de résistance, et ainsi aiguisent leur capacité d'analyse critique des inégalités, ce qui participe au processus d'émancipation individuel et collectif. En Communauté française, les plus connues sont, à côté du théâtre-action, le théâtre-forum et le théâtre d'intervention.

Le théâtre-forum se développe dans les années 60, dans les favelas de Sao Paulo, sous la dictature brésilienne. Augusto Boal, dramaturge (1931-2009), crée le théâtre de l'opprimé qui est théâtre social, populaire et contestataire[7]. Pour Boal, il se décline à la première personne du pluriel. Actuellement, le théâtre-forum est surtout utilisé dans les pays en voie de développement et dans les pays occidentaux (en France) pour soulever des problèmes de société et dénoncer des discriminations. La particularité du théâtre-forum est ses trois temps successifs: la mise en situation, le forum en lui-même et enfin, l'intervention du public sur scène pour changer le déroulement et la conclusion de la pièce (ou le remplacement d'une personne de l'histoire par un membre du public à un moment clef afin d'infléchir le cours des événements). En effet, les spectateurs sont invités à trouver des ressources en eux et autour d'eux pour sortir de cette situation collective d'oppression ou de cette problématique sociale et économique. L'impact du groupe sur le développement individuel est capital: grâce aux points de vue des autres participants, mon regard sur cette situation évolue.

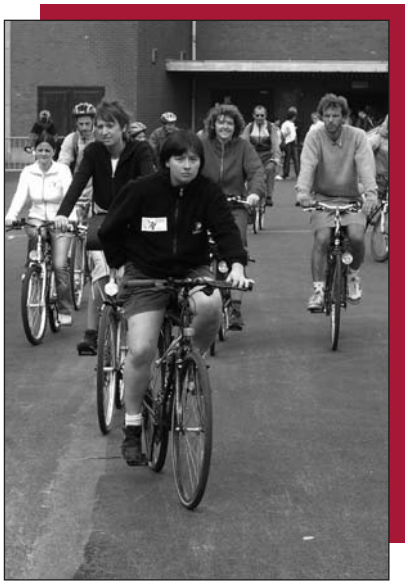
Dans le théâtre d'intervention, l'animateur-comédien joue un rôle prioritaire. De plus, comme le démontre Bérénice Hamidi-Kim, l'objectif poursuivi par ce type de théâtre n'est pas nécessairement le déplacement réalisé par le groupe vers une prise de parole publique ni vers un processus émancipatoire[8]. Ces créations autonomes sont réalisées par des acteurs professionnels autour d'une thématique interpellante. Elles sont présentées devant un public susceptible d'être intéressé. Dans certains cas, des animations-débats suivent la représentation. On peut notamment mentionner certaines pièces de théâtre montées par la Compagnie Maritime[9] autour des mariages forcés («*Amours mortes*»), des violences conjugales chez les jeunes («*Appels en absence*»), ou encore les élections communales et les magouilles politiciennes («*Ca ne changera rien! (ou alors…)*»).

Aux sources du Théâtre-action

Le Théâtre-action émerge, en Belgique, dans la mouvance de Mai 68, ce qui se traduit notamment par une critique des politiques culturelles relevant de la démocratisation de la culture et par la revendication d'une démocratie culturelle[10]. Ce mouvement social a aussi eu pour effet de faire se rencontrer et se rapprocher le monde des intellectuels et des artistes de celui des ouvriers. Auparavant, «dans les années 50, à côté du théâtre traditionnel, se trouvait le théâtre universitaire (…) un théâtre politique extrêmement actif. Le contexte international incitait ce théâtre fort, significatif, provocateur»[11].
En 1969, se crée dans la banlieue industrielle de Liège, le Théâtre de la Communauté de Seraing qui propose aux bords des usines des spectacles courts lors des pauses. On parle alors de «théâtre-tracts». Dans les années septante marquées par la crise économique engendrée par le choc pétrolier de 1973, de nombreuses entreprises sont menacées de fermeture. Les travailleurs se mobilisent pour défendre leur emploi. Cela se traduit par des grèves, des occupations d'usines, des séquestrations des dirigeants et parfois des tentatives d'autogestion. Des artistes se mobilisent à leur tour pour apporter leur soutien à ces actions: pour les grévistes mais aussi avec eux, ils créent des sketches et des pièces de théâtre, des chansons, des expositions,… Les occupations d'usines sont à la fois des lieux et des temps de rencontres et d'échanges entre le monde ouvrier et le monde artistique. Ces créations sont en même temps un excellent vecteur médiatique des luttes en cours dans toute la Wallonie. Ce fait n'échappe pas aux organisations syndicales: par exemple, en 1977, le Théâtre des Jeunes CSC est créé en région liégeoise. Il monte plusieurs pièces «*La crise des richards*», «*Le chiffon rouge*» qui sont jouées dans les usines en grève.

Une reconnaissance importante

Dès les années septante, un groupe d'acteurs sensibilisés fonde un collectif, le *Centre d'action théâtrale d'expression française (CATEF)*. L'institutionnalisation se poursuit en 1984, avec la reconnaissance par la Communauté française de certaines compagnies. Autre étape: en 1985, une structure professionnelle et culturelle, le *Centre du Théâtre-action (CTA)*, est créée. Sa mission est de promotionner le Théâtre-action en Belgique et à l'étranger. Dans ce cadre, elle est chargée d'établir des relations avec



© Reportage Photo & 71

les milieux de l'éducation permanente, de l'enseignement et du secteur social.
En vertu de Décret des Arts de la Scène du 10 avril 2003, le Théâtre-action est reconnu comme un Art de la Scène, c'est-à-dire «un domaine d'expression artistique dont les créations et réalisations font appel à des artistes, artisans et techniciens et aux techniques des arts d'interprétation, et sont notamment diffusées sous la forme du spectacle vivant»[12]. De ce fait, il bénéficie d'un financement spécifique de la Communauté française. En 2005, le Gouvernement de la Communauté française définit les missions des compagnies de Théâtre-action. Selon cet Arrêté royal, les compagnies de théâtre-action remplissent principalement une double mission: d'une part, développer «avec des personnes socialement ou culturellement défavorisées, des pratiques théâtrales visant à renforcer leurs moyens d'expression, leur capacité de création et leur implication dans les débats de la société», d'autre part, produire, monter et diffuser des créations propres émanant du cadre professionnel, répondant aux désirs artistiques de la compagnie (créations autonomes professionnelles). La Communauté française compte dix-sept compagnies professionnelles reconnues et subventionnées[13].
Le CTA organise, tous les deux ans, le Festival international du Théâtre-action (FITA). Cette manifestation est le fruit des contacts que les compagnies belges établissent lors de leurs séjours à l'étranger avec les compagnies locales. Ainsi, un véritable réseau de théâtre-action s'est développé au niveau mondial.

Par ailleurs, en partenariat avec la Compagnie des Acteurs de l'Ombre, le CTA a investi dans la formation des «comédiens-animateurs», intitulée *Formation CASTA*. De niveau supérieur de type court, cette formation de trois ans est organisée à l'Institut d'Enseignement de Promotion Sociale de la Communauté française Chênée-Jupille-Soumagne (région liégeoise)[14]. Combinant apports théoriques et stages pratiques, cette formation décerne un brevet de l'enseignement supérieur de type court. Une formation à la création collective a également été mise sur pied.

Pour conclure, on peut dire, comme Teresa Di Prima (FITA), «avec la mondialisation, les crises à répétitions, la précarisation de nouvelles couches de la société, le théâtre-action est plus que jamais d'actualité». Il constitue une pratique culturelle et sociale qui restitue une voix publique aux sans voix, et «contribue, ici et maintenant, à rendre du sens à la notion d'émancipation»[15]. ■

Pour en savoir plus

- Centre du théâtre-action, *Théâtre-action de 1985 à 1995: itinéraires, regards, convergences*, Cuesmes, Ed. Cerisier, 1996 (Place publique).
- Collectif, *Théâtre et développement: de l'émancipation à la résistance*, Colophon Editions, 2004 (Collection Essais).
- *Le théâtre-action*, Dossier Intermag de RTA, 2009 (accessible en ligne: www.rta.be/intermag/index.php/theatre-action)
- «Pratiques théâtrales» (Dossier), dans *Le Journal de l'alpha*, n°171, novembre 2009.
- BADACHE, R., *Jeux de drôles: jeunes et société, quand le théâtre transforme la violence*, Paris, La Découverte, 2002 (Alternatives sociales).
- BETTENS, L., *Quand la culture s'invite dans des conflits sociaux: une innovation des années 1970. Et aujourd'hui?*, IHOES, analyse n°73 (accessible en ligne: www.ihoes.be)
- BIOT, P. (sous la dir. de), *Théâtre-action: de 1996 à 2006: théâtre(s) en résistance*, Cuesmes, Editions du Cerisier, 2006.
- BOAL, A., *Théâtre de l'opprimé*, Paris, Ed. F. Maspero, 1980.
- BRAHY, R., «Théâtre action: que vive la démocratie… en actes!», dans *Politique: revue de débats*, n°65, juin 2010, pp. 70-73. (Accessible en ligne: http://politique.eu.org/spip.php?article1129)
- BRAHY, R., «Le politique a-t-il déserté le théâtre-action?», dans *Mouvements*, 2011/1, n°65.
- BRAHY, R., Le théâtre-action, expression des minorités, dans *Culture*, Ed. ULg, mars 2009 (Accessible en ligne: http://culture.ulg.ac.be/jcms/c_387 70/le-theatre-action-expression-de-minorites)
- CHATELAIN, M., BOAL, J., *Dans les coulisses du social: théâtre de l'opprimé et travail social*, Paris, Erès, 2010 (Trames).
- DE HESSELLE, L., «Le théâtre-action. Créer ensemble et raconter le monde devant un public», dans *Imagine*, n°58, novembre-décembre 2006, pp. 44-46.
- DUBOIS, J. (sous la dir. de), *Les usages sociaux du théâtre hors ses murs: école, entreprise, hôpital, prison, etc. Témoignages et analyses*, Paris, L'Harmattan, 2011.
- HAMIDI-KIM, B., «Théâtre-action ou théâtre d'intervention?», dans *Politique: revue de débats*, n°65, Juin 2010, pp. 74-76. (Accessible en ligne: http://politique.eu.org/spip.php?article1130)
- SONOR, J., «Travail social et théâtre», dans *Travailler le social*, n°27-28, 2000, pp. 99-105.
- SOVRANO, H., «Le théâtre comme moyen de réinsertion», dans *Lien social*, n°753, mai 2005, pp. 4-14.

- Centre du Théâtre-Action - www.theatre-action.be/

1. Voir à ce propos le programme des journées anniversaire de l'Institut Cardijn HELHa: *Festif'Art, culture et travail social. Réenchanter le social*, Festival-colloque, Louvain-la-Neuve, 28-30 mars 2012 (accessible sur www.institutcardijn.be/festifart/)
2. BIOT, P., *Le Théâtre-action: Quoi? Pourquoi? De quoi?* (Consultée sur www.globenet.org/archives/web/2006/www.globenet.org/horizon-local/astm/170thea.html)
3. Présentation du CTA sur www.theatre-action.be/
4. DETOURNAY, A., «Sur les planches pour un nouveau départ», dans *Juste Terre*, n°59, Novembre-décembre 2007, pp. 1-2.
5. DETOURNAY, A., *Idem*.
6. BRAHY, R., «Le politique a-t-il déserté le théâtre-action?», dans *Mouvements*, 2011/1, n°65.
7. «Le théâtre de l'opprimé», dans *Nopasaran*, Ed. Réseau Nopasaran. Solidaire, Egalitaire, Libertaire, n°56, février 2007 (Accessible sur http://nopasaran.samizdat.net/spip.php?rubrique123
8. HAMIDI-KIM, B., Théâtre-action ou théâtre d'intervention, dans *Politique: revue de débats, n°65*, Juin 2010, pp. 74-76.
9. www.lacompagniemaritime.be
10. Pour en savoir plus, voir BIOT, P. (sous la dir. de), *Théâtre-action: de 1996 à 2006: théâtre(s) en résistance*, Cuesmes, Editions du Cerisier, 2006.
11. *Le théâtre-action en Communauté française, des années 50 à aujourd'hui* (analyse de RTA sur base de l'interview de Paul BIOT), accessible sur www.rta.be/intermag/index.php/le-theatre-action-en-communaute-francaise-des-annees-50-a-aujourdhui-
12. *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au théâtre-action, pris en application du Décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène.*
13. Les compagnies membres de CTA sont *Les Acteurs de l'Ombre, la Compagnie Espèces de…, le Théâtre de la Communauté, le Théâtre de la Renaissance, La Compagnie Maritime, Alvéole Théâtre, le Brocoli Théâtre, le Collectif 1984, la Compagnie Barbiana, la Compagnie Buissonnière, la Compagnie du Campus, Le Grande Asile, le Studio Théâtre, le Théâtre Croquemitaine, le Théâtre des Rues, le Théâtre des Travaux et des Jours, le Théâtre du Copion, Collectif Libertalia, Théâtre et Réconciliation, le Théâtre du Public*.
14. Pour s'informer, consulter www.theatre-action.be/index.php?option=com_content&view=article&id=1&Itemid=13
15. BRAHY R., «Théâtre-action: que vive la démocratie… en actes!», dans *Politique: revue de débats*, n°65, juin 2010, pp. 70-73.

Alphabétisation et théâtre-action: *un duo émancipateur*

Par Sophie Coudou (CIEP de Namur) avec la collaboration de Bruno Hesbois, de la Compagnie Buissonnière

«L'atelier théâtre, c'est une belle expérience de vie».

L'alphabétisation appartient au monde de la formation dite «de base» et est destinée aux adultes en difficulté de lecture et d'écriture. Le théâtre-action fait partie, lui, du secteur des Arts de la scène. Pour beaucoup, allier la démarche d'apprentissage du français à celle du théâtre-action ne va pas de soi. Les expériences de théâtre-action avec les apprenants sont donc la résultante d'une volonté et d'une réflexion spécifiques collectives. Ces pratiques culturelles croisées aux particularités du secteur de l'alpha, les problématiques soulevées et les manières de les travailler avec les apprenants adultes sont variées et se révèlent porteuses de retombées positives pour l'ensemble des partenaires. Ces expériences menées en alpha ont d'ailleurs déjà fait l'objet d'analyses[1] et de publications[2].

Depuis plusieurs années, le CIEP de Namur développe, avec ses groupes d'alpha, un travail avec l'outil théâtre-action, en lien avec une démarche d'éducation permanente. Le partenaire privilégié de cet apprentissage émancipateur est Bruno Hesbois, comédien-animateur à la Compagnie Buissonnière, compagnie de théâtre-action de la Province de Namur.

Des expériences positives pour tous

Parmi les différents projets culturels mis en œuvre avec les apprenants au sein du CIEP de Namur, deux peuvent tout particulièrement être pointés pour leurs spécificités et leurs retombées positives pour les différents acteurs: les pièces de théâtre «*Y a-t-il quelqu'un pour sauver l'alphabet?*» et «*Ça ouvre à 21h30*».

«Y a-t-il quelqu'un pour sauver l'alphabet?»

Résultat d'une première démarche de théâtre-action au CIEP, le projet «*Y a-t-il quelqu'un pour sauver l'alphabet*» a permis à tous et toutes d'appréhender la richesse du théâtre-action avec un public en démarche d'alphabétisation.

Après plusieurs animations pour apprivoiser le groupe, Bruno Hesbois a amené les apprenants à parler de leur quotidien lorsqu'ils sont confrontés aux difficultés de lecture et d'écriture. L'objectif n'était pas de se larmoyer sur leur sort mais bien d'aller plus loin et de proposer des pistes de solutions face à des situations d'analphabétisme. Dans une démarche d'éducation permanente, les apprenants ont librement choisi de partir de situations concrètes tout en prenant distance par rapport à leur propre vécu, dans un souci de prise de recul et de réflexion par rapport à leur histoire.

«Au tribunal, le juge tente de comprendre où sont passées les lettres de l'alphabet que l'accusé a perdues… Fidèle à leur réalité quotidienne, la pièce dévoile les difficultés que rencontrent les personnes analphabètes. Des solutions existent: les centres de formation en alphabétisation les accueillent. Le tout, c'est d'oser pousser leur porte…»[3]

Le projet «*Y a-t-il quelqu'un pour sauver l'alphabet?*» a été une véritable révélation pour l'ensemble des acteurs. Inscrite dans une dynamique de diffusion, la pièce a été jouée une dizaine de fois entre septembre 2004 et juin 2005. Cette pièce a été source de bénéfices et a eu de nombreuses répercussions positives pour l'ensemble des acteurs: au-delà du côté valorisant de la présentation publique de la pièce, les apprenants ont appris beaucoup sur eux-mêmes, sur leurs compétences, leurs perspectives d'avenir, leur manière d'aborder et de dépasser leurs difficultés.

Lorsqu'on évalue avec les apprenants les retombées de ce projet et leurs raisons de poursuivre ce type de démarche, tous mettent en avant l'importance de pouvoir être écoutés, entendus, reconnus et valorisés dans leurs réalités de vie: «*ils peuvent prendre la parole pour exprimer leur vécu et le partager avec d'autres… un exemple, un apprenant qui, depuis son expérience théâtrale,… peut expliquer comment il en est arrivé là et souhaite réellement que cela n'arrive pas aux autres. Le théâtre-action donne aux apprenants un moyen de*

porter un message et de le faire passer»[4].

«Ça ouvre à 21h30»

«*Ça ouvre à 21h30*» est la dernière création artistique mise sur pied entre septembre 2010 et juin 2011 par le CIEP-alpha de Namur. Actuellement, cette pièce «tourne» avec un nouveau groupe d'apprenants. Elle se veut comme une fenêtre sur la vie dans la rue et dénonce les situations de violence auxquelles sont confrontées les personnes précarisées et les sans-abri.

«Au bout de la rue sombre et lugubre, derrière la grille cadenassée, se trouve l'abri de nuit. Il ouvre ses portes entre 21h30 et 22h30… quand il fait froid. Lieu de rencontre particulièrement sinistre, des personnages vont se succéder devant la grille… Pourquoi sont-ils là? Pourront-ils tous rentrer? Y aura-t-il de la place pour tous? L'envie de bousculer autour du vaste thème de l'exclusion. Qui sont ces personnes qui dégringolent et se retrouvent à la rue? Parcours singulier, des chemins se croisent, des mains se tendent pour aider, pour rejeter, pour mépriser. L'envie de dire pour que le regard posé soit respectueux et digne, ce sont leurs enjeux.»[5]

Le groupe va plus loin dans la prise de parole: il se livre et se penche sur des difficultés plus larges que celles d'une personne analphabète. Empreinte de souffrance, de violence et de questionnements, la pièce est là pour poser un regard différent sur le quotidien des exclus, des précarisés et des sans-abri. Face à cette pièce qui bouscule volontairement, les spectateurs ne peuvent en sortir indemnes…

Les enjeux

Mettre en place un atelier théâtre-action au sein du CIEP offre la possibilité aux personnes d'un groupe d'acquérir de nouvelles compétences, comme la participation et l'implication dans un projet d'équipe permettant l'expression, l'affirmation de soi, l'analyse critique… , et de cette manière, sortir de l'isolement qui caractérise leur situation socio-économique et l'analphabétisme. Au travers d'une création collective, ils ont la possibilité de porter leur parole sur scène, de dénoncer et de proposer des pistes de solution.

Dans une société où les critères de réussite mettent la barre à un niveau élevé, visant l'élitisme et la compétitivité sous une pression grandissante, de plus en plus de personnes sont dans des situations d'exclusion et vivent dans la précarité. Elles ont perdu confiance et n'ont souvent plus la force de se mettre en projet. C'est à cette population que nous voulons rendre la parole.

Pouvoir s'exprimer et oser parler d'abord devant le groupe connu, puis devant un public. Transposer sa vie dans une histoire théâtrale fictive, derrière un personnage construit consciencieusement et ainsi pouvoir prendre du recul par rapport à ses propres difficultés. Retrouver le plaisir et la dynamique d'une équipe. Oser se mettre en projet et aller jusqu'au bout de celui-ci. Vivre la création collectivement, confronter son point de vue et développer son analyse critique. Etre applaudi et félicité par un public… sont des armes qui peuvent permettre à un individu en décrochage de revenir à la surface, de réévaluer sa situation et de poser des choix en meilleure adéquation avec lui-même.

Dans le cadre des ateliers, les personnes sont amenées à mieux comprendre les raisons de leur situation et ainsi, pouvoir agir, avec d'autres citoyens, sur certains blocages, grâce à l'outil théâtral. Nous sommes bien dans une dynamique de réflexion, de prise de conscience, d'analyse de leur réalité et d'ouverture vers une parole collective.

Traverser cette expérience de création, être modifié, vouloir arrêter cette réflexion, cette action sur soi-même et son environnement à cause des révolutions douces ou brutales qu'elle enclenche, des pressions de ce qu'on appelle pudiquement le milieu et, en même temps, vouloir poursuivre pour gagner encore un peu le droit de crier qu'on est là.

Par leur spectacle, les participants, acteurs à tous niveaux de la création et comédiens pour la cause, attirent l'attention sur le fait qu'ils peuvent encore parler d'eux-mêmes, interpréter le monde où ils sont ou dire leurs désaccords.

Reconnaître la singularité de ces créations, c'est reconnaître le droit à ces apprenants-acteurs de prendre la parole pour eux et de proposer leur création à d'autres. La culture doit aussi être cela et permettre d'entendre les paroles des sans-voix.

© Reportage photo & 71

Une démarche d'émancipation en lien avec l'éducation permanente

La mise en œuvre d'un atelier de théâtre-action dans un centre de formation ne va pas de soi pour les apprenants. Pour les apprenants, «le théâtre n'est pas fait pour eux», surtout lorsque cela concerne l'écriture théâtrale et l'étude du texte! Dépasser ces objections et ces a priori va demander du temps et de la motivation.

Le rôle du comédien animateur est donc de prendre du temps pour écouter les participants, déconstruire leurs complexes, dépasser leurs freins et, in fine, les rassurer. En partant de leur vécu pour construire une parole commune, l'animateur les amène à parler de ce qu'ils connaissent, afin de valoriser les parcours et les paroles des uns et des autres, de les partager et de choisir ensemble ce que l'on en fera.

La nécessité de prendre du temps et cette contrainte doivent être prises en compte dans le processus. C'est le temps propre à chacun pour approcher et intégrer le rythme du groupe, pour se libérer des carcans et du poids des inégalités. Le temps pour que les premières paroles remontent du fond des eaux et osent s'exprimer dans une fraternité du risque. Le temps de l'écoute qui rend tout son sens à la notion de collectif. Le temps pour passer des premiers doutes de l'insignifiant à la maturation du propos. Le temps de la découverte de ses gestes, de sa place dans l'espace. Le temps pour mesurer sa responsabilité de créateur-interprète. Tous ces temps fluctuent et restent combinés à des activités de type théâtral: jeux d'improvisation, découverte des personnages, mémorisation des textes, répétitions, etc. Les apprenants et les comédiens animateurs pourront vivre une aventure intense et bouleversante en créant collectivement cette pièce de théâtre à condition que l'on se donne du temps. Tout ce travail d'expression permet le transfert des apprentissages et des compétences: il reste donc parfaitement en lien avec la formation d'apprentissage du français. La présence du formateur du groupe permet aux apprenants de bien comprendre l'intégration de la démarche dans la logique d'apprentissage et d'y donner tout son sens. Selon les projets, de multiples thématiques sont abordées et permettent aux apprenants de débattre et de réfléchir à ce qu'ils souhaitent dire d'eux-mêmes et de leur situation d'analphabète. Ils peuvent prendre la parole pour exprimer leur vécu et le partager avec d'autres. Comme en témoigne un apprenant, «*l'atelier théâtre m'a aussi aidé à lire*».

© Reportage photo & 71

Des retombées positives

La démarche de participer à un atelier théâtre-action dans le cadre de la formation est porteuse de nombreuses répercussions sur les apprenants, même s'il est difficile de les mesurer. Néanmoins, on observe que les bénéfices retirés par les apprenants sont encore plus nombreux que ceux imaginés de prime abord.

«*On ose parler de soi, ce sont des histoires vraies et on parle ensemble avant de choisir*»

La dynamique du théâtre-action permet aux apprenants de prendre une autre place dans leur relation au monde et de pouvoir porter eux-mêmes leur parole. Ils ont également la possibilité de rencontrer le public et d'entrer en relation avec lui par le biais d'une fiction qui met en scène un peu et parfois beaucoup d'eux-mêmes. De plus, après une première expérience de théâtre-action par le travail d'expression orale, la grande majorité des apprenants a davantage confiance en elle et ose s'exprimer publiquement, rentrer dans une logique de projet collectif et porter collectivement un projet concret visible.

«*Je voulais dire des choses aux gens, le théâtre m'a permis de le faire plus facilement*».

Lors de chaque atelier, la perspective de pouvoir porter une parole sur l'espace public, quelle que soit la nature de ce dernier, reste un but à atteindre. Selon les projets, les apprenants jouent devant des enfants, des instituteurs, d'autres apprenants, des familles, des professionnels de l'alphabétisation ou du tout public. A chaque fois, l'expérience de la scène est émouvante, valorisante, riche d'apprentissages et de découvertes.

Avec la pratique du théâtre-action, d'autres changements plus fondamentaux s'opèrent notamment au niveau de l'identité des apprenants, de leur place dans la société et dans la formation. Le témoignage de cet apprenant est révélateur: depuis son expérience théâtrale, il ose dire -sans crainte- qu'il est analphabète et que cette situation ne lui pose plus de problèmes. Il explique aussi comment il en est arrivé là et souhaite surtout que d'autres n'y soient pas confrontés. Il y a là un message à faire passer et à porter par les apprenants.

«*Le théâtre fait un peu partir la peur que j'ai en moi. C'est gai quand les gens te regardent sur la scène.*»

Le théâtre est un beau moyen pour faire sortir de l'ombre les apprenants et permet à certains de se regarder dans le miroir pour ce qu'ils sont (et non pas toujours sur base de ce qu'ils ne sont pas). Les participants des ateliers théâtre sont aussi acteurs responsables avant d'être des apprenants: ils sont des porte-parole avant d'être assistés et ils ont des choses à dire, à faire entendre et à partager. ■

1. Notamment l'article de COUDOU, S. et DELVAUX, V., «La voie des 100 voix ou donner la parole aux sans-voix», dans *L'Esperluette*, n° 54, octobre-décembre 2007, pp. 7-9.
2. «Pratiques théâtrales» (Dossier), dans *Le Journal de l'Alpha*, Ed. Lire et Ecrite Communauté française, n° 171, novembre 2009.
3. Extrait de la présentation de la pièce «*Y a-t-il quelqu'un pour sauver l'alphabet?*»
4. COUDOU, S., «Jouer la comédie, ça forge le caractère!», dans *Le Journal de l'Alpha*, n° 171, novembre 2009, p. 62-63.
5. Extrait de présentation de la pièce «*Ça ouvre à 21h30*»

Dénoncer les exclusions par le théâtre!

© Reportage photo & 71

Par Michèle Stessel,
CIEP communautaire

Depuis plusieurs années, les Equipes populaires recourent à la pratique du théâtre-action pour donner l'occasion aux personnes exclues et précarisées, aux sans-voix, d'exprimer leur vécu par rapport aux questions de société qui les concernent.

En octobre 1996, les premières représentations de «*Pecorino, charbon et Rita Hayworth…*» ont lieu à l'initiative des Equipes de Mons-Borinage. Créée par le Théâtre des rues, cette pièce dénonce les hypocrisies de l'anniversaire de l'accord de 1946 entre la Belgique et l'Italie, qui sollicitait des travailleurs italiens pour les charbonnages: un anniversaire qui gomme toutes les souffrances endurées par les immigrés et les injustices vécues par leur famille. Ces travailleurs sont venus en Belgique pour échapper à la misère, mais sans nullement imaginer qu'un travail en enfer les attendait. En 2004, l'actualité politique incite à remonter cette pièce: cette fois, elle sert à dénoncer l'attitude du Gouvernement italien qui refoule les demandeurs d'asile venus d'Afrique.

Plus récemment, les Equipes de Namur et du Luxembourg se sont associées dans un processus de création et d'interpellation publique pour évoquer le devenir du monde rural. Un groupe d'une dizaine de personnes a créé la pièce «*La révolution des rhubarbes*»: elles en ont écrit le scénario et sont ensuite montées sur les planches. Depuis sa première, la pièce a été présentée plusieurs fois dans différents lieux[1]. Par ailleurs, en Brabant wallon, les Equipes populaires utilisent aussi ce mode d'expression culturelle pour y aborder l'insertion socioprofessionnelle.

Comment naissent ces projets? Comment se crée une pièce? Comment se monte-t-elle et avec qui? Quelles sont les difficultés rencontrées par les acteurs et les animateurs? Et aussi les joies des participants? Voilà quelques questions auxquelles nous allons tenter de répondre.

Les spécificités de la vie à la campagne

Pour lancer de nouveaux groupes locaux, et partant du constat qu'on ne peut plus aujourd'hui se limiter aux animations traditionnelles, les Equipes populaires du Luxembourg et celles de Namur ont décidé de recourir au théâtre-action pour créer de nouveaux groupes locaux. En 2009, elles lancent un appel qui invite les habitants des villages à s'interroger sur leur choix d'implantation: plaisir ou contrainte? Un espace de parole est proposé pour en débattre avec d'autres ruraux ou néoruraux, en utilisant les techniques du théâtre action: depuis l'écriture, la mise en scène jusqu'à la présentation de la pièce autour du thème choisi par l'ensemble du groupe. Un deuxième appel est nécessaire pour réunir un groupe de personnes intéressées. Pour l'animation, la Compagnie Buissonnière, experte en théâtre-action implantée dans le sud de la province de Namur, est sollicitée. L'atelier démarre en novembre à Jemelle, avec 12 personnes originaires, pour la plupart, de Rochefort et des communes avoisinantes (le groupe est mixte, âgé entre 25 et 80 ans et ont des parcours professionnels variés). Prévu pour une durée d'un an, le projet met six mois supplémentaires pour aboutir.

Apprendre les techniques, apprendre à se connaître et connaître les autres

Les trois premiers mois sont consacrés à l'acquisition des techniques d'expression, pour mieux se connaître, être en confiance, être disponible à soi et aux autres. L'animateur-acteur propose à chaque atelier des séances d'échauffement et des exercices d'improvisation. L'étape préalable consiste à apprendre à se connaître. Avant de démarrer, seuls deux participants se connaissaient. De plus, le groupe est hétérogène. Elément très important, le travail de dynamique de groupe est pris en charge par l'animateur-acteur de la Compagnie Buissonnière, accompagné par l'animateur des Equipes présent à chaque atelier et qui lui-même devient «apprenti-acteur».

Avant de lancer le projet, le groupe, invité à choisir le genre théâtral utilisé pour la pièce, opte pour une forme située entre le vaudeville et la farce, mais aussi avec des temps plus graves, voir des moments tristes qui contrastent avec l'ensemble plus burlesque. Ensuite, pour nourrir sa ré-

flexion et dans une dynamique d'échanges, le groupe a participé à plusieurs activités autour du monde rural: rencontre-débat avec un représentant de la Fondation rurale de Wallonie, visions de documentaires et de films (notamment *Le Grand paysage* d'Alexis Droeven et *Des solutions locales pour un désordre local* de Coline Serreau), échanges d'informations entre les membres (recherches documentaires sur Internet par les plus jeunes et témoignages de la vie dans les villages autrefois par les anciens). Après de nombreuses discussions, une trame commune est dessinée avec un lieu, une histoire et des personnages. Chacun choisit son personnage, qui est peaufiné au gré des séances. Le travail «seul en scène», souvent préparé et répété chez soi à la maison, alternait avec des duos ou des trios.

La trame fixée, les personnages dessinés à gros traits, le groupe se met d'accord, en septembre 2010 –près d'un an après le démarrage du projet–, sur un synopsis et un découpage en trois parties. Commence alors le travail d'écriture, qui prendra au final six mois. L'improvisation est la technique choisie pour créer les dialogues.

Pour l'acte I, une improvisation en grand groupe est rejouée jusqu'au moment où les dialogues sont au point. La dernière mouture est enregistrée et retranscrite pour être relue et retravaillée. Des improvisations par deux ou trois sont privilégiées pour l'acte II: elles permettent de faire sortir les personnages et leurs projets. En janvier 2011, un dernier travail de réécriture de certains passages est envisagé après l'enregistrement des scènes. L'acte III est abordé de la même manière en février. La chute finale, difficile à trouver, donne lieu à de nombreuses réflexions et discussions. Au final, ce spectacle est le fruit d'un long travail d'écriture collective qui n'est pas resté figé mais s'est construit et a été en constante évolution puisqu'après chaque représentation publique, le groupe se nourrit des échanges informels avec la salle.

Pour en savoir plus et suivre les aventures de «La Révolution des rhubarbes» et échanger avec les membres du groupe, voir le blog http://revolutiondelarhubarbe.blogspot.com/

Insertion de choc

Au printemps 2009, un groupe de femmes ayant suivi une formation Visa pour l'emploi de *Mode d'Emploi Brabant Wallon* (asbl de Vie féminine du Brabant Wallon) souhaite poursuivre au-delà de cette formation, pour dénoncer les injustices vécues par les femmes dans le domaine de l'insertion socioprofessionnelle. Implanté dans la région d'Ottignies, le groupe de femmes s'ouvre à leurs compagnons et devient ainsi mixte. Les Equipes populaires entrent alors dans le projet et s'engagent pour l'animation.

Pendant six mois, le groupe a discuté et a débattu du sujet. Assez vite, la complexité du système, surtout les aspects législatifs et juridiques, s'est révélée un frein. Pour dépasser ces blocages et s'informer judicieusement, les Travailleurs sans emploi de la CSC-BW sont sollicités, et certains, intéressés, rejoignent même le groupe pour poursuivre la démarche. Les objectifs poursuivis par le groupe avec ce projet sont de mettre en évidence et dénoncer les difficultés vécues par les personnes en réinsertion professionnelle, les injustices et les incohérences liées au système, ainsi que sensibiliser le grand public à cette question, afin de faire tomber *les préjugés et «crier haut et fort ce qui ne va pas»*. Le projet de lancer des interpellations politiques a rencontré deux obstacles: la complexité de la législation et la peur d'être étiqueté comme militant d'une organisation.

Le groupe s'est penché sur la rédaction d'un projet de charte de revendications. Comme plusieurs personnes avaient des difficultés face à la lecture et l'expression écrite, une forme plus artistique leur a été proposée par l'animateur des Equipes populaires pour s'exprimer: c'est à ce moment que le théâtre-action est entré en scène. Cette forme culturelle permet de mettre plus facilement (et de manière plus anonyme) des mots sur des vécus et des difficultés. En effet, le théâtre permet de porter collectivement des témoignages et non des paroles individuelles, ce qui facilite le processus d'interpellation. Les personnes se mettent plus facilement dans des personnages et osent ainsi exprimer leur exclusion, leur situation de précarité, tout en restant dignes. Par ailleurs, des idées, des informations recueillies et des témoignages ont alimenté ce projet de théâtre-action.

L'élaboration du spectacle «*Insertion de choc!*» a été ardue, à cause de la situation des membres du groupe, qui vivent sans savoir de quoi demain sera fait: maladie, déménagement, travail perdu ou retrouvé dans une autre région. De nombreuses fois, les animateurs ont jonglé avec les absences des uns et des autres, pour obtenir le résultat final. Point positif: la force du groupe avec au centre la solidarité entre les membres.

Finalement, après plus d'un an de travail, le spectacle «*Insertion de choc!*» sous la forme de sketches drôles et émouvants, dénonce les dysfonctionnements, les injustices et les préjugés liés au système de l'insertion socioprofessionnelle: chômage, mallogement, «cassage», mécanismes publics inefficaces voire nocifs. Cette pièce a déjà été présentée devant le public de plusieurs associations et a reçu un accueil enthousiaste. Le groupe ambitionne de monter un vrai spectacle à mettre sous les feux de la rampe devant le «Grand public». Le projet devrait aboutir à la fin du printemps!

Selon les participants, le théâtre leur a permis de retrouver une confiance en eux et de sortir de la dynamique d'exclusion sociale dans laquelle ils sont confinés. Ainsi, «*l'outil théâtre permet de formuler notre vécu, tout en restant fidèle dans les contenus. Le théâtre nous permet en tant que actrice/acteur de sortir de notre coquille, d'oser faire des choses qu'on ne croyait pas pouvoir faire, se dépasser et de se nourrir de notre confiance en soi*»[2]. ■

Pour suivre le groupe et être informé sur la pièce, un blog a été créé: http://insertiondechoc.e-monsite.com/blog.html

1. Voir à ce propos «La révolution des rhubardes», dans *L'Esperluette*, n° 70, octobre-décembre 2011, p. 15 et QUOIBION, L., «Le monde rural se met en scène», dans *La Fourmilière-Supplément de Contrastes*, Ed. Equipes populaires, novembre-décembre 1011, pp. 7-9.
2. *PV de la réunion du 23/11/10 dans Projet Théâtre citoyen du groupe insertion de choc, 2011-2012*, Vie Féminine-Brabant wallon, Nivelles.

TTPMD = Très Très imPortant pour Mes Droits!

Travailler à temps partiel veut généralement dire non seulement salaire partiel mais aussi droits partiels en sécurité sociale: si je me retrouve au chômage par la suite, mes allocations seront alors calculées sur base de ce temps partiel. Et ce sera la même chose plus tard pour ma pension.
Mais si ce temps partiel a été imposé par un employeur ou si c'est l'emploi que j'ai trouvé alors que j'aurais préféré un temps plein, il existe une possibilité qui m'ouvrira des droits au chômage et à la pension sur la base d'un temps plein. Cette possibilité est de faire reconnaître par l'ONEm que mon temps partiel est involontaire en m'inscrivant auprès de l'ONEm comme TTPMD, c'est-à-dire comme «Travailleuse à Temps Partiel avec Maintien des Droits».

Aujourd'hui, on dénombre parmi les personnes travaillant à temps partiel plus de 80% des femmes. De plus, plus de 40% des femmes salariées travaillent à temps partiel. Beaucoup font ce «choix» poussées par des raisons personnelles et familiales[1]. Nombreuses sont-elles aussi à le faire pour ne pas avoir trouvé de temps plein ou ne s'être vu proposer qu'un temps partiel pour l'emploi souhaité (17%)[2]. Le temps partiel est donc souvent imposé par l'organisme employeur et le marché de l'emploi. C'est d'autant plus vrai dans des secteurs et emplois fortement féminisés tels que la grande distribution ou le secteur du nettoyage, où le temps partiel y constitue la norme et est même difficilement évitable pour les salariées. Dans ces cas, se déclarer comme Travailleuse à Temps Partiel avec Maintien des Droits (TTPMD) auprès de l'ONEm peut être fort utile et important!

© Reportage photo & 71

Lorsqu'une telle démarche a été faite, dans le cas d'un retour au chômage complet après le contrat à temps partiel, les droits et allocations seront ouverts sur la base d'un travail à temps plein (comme si on avait travaillé à temps plein). Idem pour la pension de retraite: les années de travail à temps partiel pourront être considérées comme des années de travail à temps plein (avec certaines limites néanmoins). On parle d'assimilation à un temps plein.
Pourtant, cette démarche, malgré son importance et malgré le nombre de femmes qu'elle pourrait concerner, est loin d'être effectuée systématiquement. Ainsi, si 11% des femmes salariées à temps partiel déclarent ne pas souhaiter occuper un poste à temps plein[3], à peine 11% là encore des salariées à temps partiel font la démarche de se déclarer à «temps partiel involontaire», c'est-à-dire bénéficiant du statut TTPMD[4]. Les raisons? C'est souvent par ignorance et méconnaissance du système (ce statut est fort peu connu, même auprès des personnes directement concernées), parfois aussi du fait de mauvaises informations reçues.

Interpellée par cette situation dramatique qui touche de nombreuses femmes, Vie Féminine a décidé d'en faire un thème de campagne. De plus, à un niveau plus collectif, parler des TTPMD permet aussi de pointer le temps partiel imposé aux femmes, tout en portant un regard critique sur les définitions officielles du temps partiel «volontaire» et «involontaire».

La campagne TTPMD met en avant différentes revendications autour du travail à temps partiel involontaire, comme:

- faire connaître l'existence de ce statut;
- permettre aux femmes touchées directement par la campagne de mieux connaître les droits liés au travail et de pouvoir relayer ces informations à d'autres;
- mettre en lumière l'imposition du temps partiel aux femmes et questionner les définitions officielles de «temps partiel involontaire» et «volontaire»;
- rappeler l'importance aujourd'hui du temps plein pour être autonome. ■

Pour info:
Campagne TTPMD = Très Très imPortant pour Mes Droits = Travailleuse à Temps Partiel avec Maintien des Droits
Soizic DUBOT - Tél.: 02/227 13 10 - Mail: coordinatrice-nationale-sd@viefeminine.be
Vie Féminine 111, rue de la Poste
1030 Bruxelles - Tél.: 02/227.13.00
www.viefeminine.be

1. Dont 19% par l'indisponibilité des services de soins pour ses enfants et d'autres personnes dépendantes (*Enquête sur les Forces de travail*, Direction générale Statistique et information économique, 2009.)
2. *Enquête sur les Forces de travail*, Idem.
3. 10,8% (L'écart salarial entre les femmes et les hommes en Belgique, Rapport 2011, Résumé, Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes, 2011, http://igvm-iefh.belgium.be/fr/binaries/R%C3%A9sum%C3%A9%20%C3%A9cart%20salarial%202011_tcm337-120817.pdf)
4. 10,7% des femmes salariées et 11,7% de l'ensemble des salarié-e-s (*Rapport 2011*, Conseil supérieur de l'Emploi.)

Une campagne qui agit là où l'on peut changer les choses!

Par Nicole Tinant,
CIEP communautaire

Depuis février 2011, Solidarité Mondiale, le CIEP, les Mutualités chrétiennes et leurs mouvements socio-éducatifs (Jeunesse et Santé, Altéo et l'UCP) mènent une campagne de sensibilisation et d'action autour de «La santé, un droit pour tous» (voir *L'Esperluette* &, n°67, Janvier-mars 2011).
Pour relancer les énergies, une nouvelle journée était organisée le 7 février dernier. En guise d'invitation, on pouvait y lire «approche novatrice et participative… Venez nombreux et soyez prêts à être surpris.» Tous ne furent pas prêts à se laisser surprendre, néanmoins les personnes présentes n'oublieront pas de si tôt cette journée.

Une animation novatrice et dynamique

Après une présentation des moments de la journée par Arnaud Gorgemans, coordinateur de Solidarité Mondiale, nous avons eu droit à un magistral *Journal de campagne* à la mode Pecha Kucha (en japonais ペチャクチャ qui signifie «le bruit de la conversation»).

La présentation Pecha Kucha est fondée sur une règle formelle originale selon laquelle chaque intervenant doit projeter 20 images, pendant 20 secondes. Il a ainsi 6 minutes 40 secondes de paroles pour exposer son propos. Cette contrainte très rigoureuse imposée aux orateurs a ainsi débouché sur un exposé rythmé et intense.
Lors de cette matinée, les participants ont eu la chance d'entendre six exposés sur la santé au Sud et chez nous. Valérie Van Belle, du Service de coopération internationale de l'ANMC, s'est penchée sur les déterminants sociaux de la santé. Gijs Justaert, plaidoyer politique de Solidarité Mondiale, lui, a présenté les revendications de campagne sur le mode «Imaginez-vous… le monde en 2180. La Belgique est devenue un pays en développement!». Ensuite, le *Journal de campagne* a mis en exergue la place et le rôle des mutuelles et des mouvements sociaux tout d'abord en Afrique (avec Katrien Beirinckx du Service Sud de Solidarité Mondiale), ensuite en Amérique latine à la couleur bolivienne (avec Sebastian Franco, chargé de communication à ALTEO) et enfin en Belgique (avec Alda Greoli, secrétaire nationale de l'ANMC).
Après ces exposés «Pecha Kucha» appréciés confortablement assis, tous les participants ont été conviés à se mettre en cercle pour démarrer le «Forum ouvert» autour de la question centrale: «Quelles idées, quelles questions, quelles possibilités ai-je envie d'explorer, quelles actions ai-je envie de mettre en place pour améliorer l'accès à une meilleure santé pour tous ici et ailleurs, pour que la santé soit véritablement un droit pour TOUS?»

Voilà la surprise

Après avoir calmement explicité la méthode proposée, Martin Ophoven, notre facilitateur, précise ce qu'il attend des participants en matière de

«Forum ouvert», qu'est-ce que c'est?

Le «forum ouvert» est une méthode pour favoriser la créativité des participants, les responsabiliser et leur permettre d'explorer collectivement tout ce qui leur semble intéressant pour le sujet donné.
Le cadre méthodologique est très structuré et clairement donné, mais tout ce qui se passe à l'intérieur de ce cadre est autogéré par le groupe, ce qui ouvre la porte aux surprises.

Les quatre principes pour l'animation de l'atelier:
- Tous ceux qui viennent sont les bonnes personnes;
- Quoi qu'il se passe, c'est la seule chose qui aurait pu se passer;
- Quel que soit le moment où il démarre, c'est le bon moment;
- Quand c'est fini, c'est fini!

La loi des 2 pieds ou de la mobilité:
- «Si, pendant l'atelier, tu as le sentiment de ne rien apprendre ou de ne rien apporter, pas d'hésitation, fais usage de tes pieds pour te rendre dans un endroit plus productif.»

Si le besoin s'en fait sentir, une invitation à **être Abeille ou Papillon**
- L'abeille s'inscrira à plus d'un sujet à la même heure et butinera de groupe en groupe. Elle fera la pollinisation du travail en établissant des liens, en écoutant, puis en contribuant.
- Le papillon fera une pause restant en périphérie sans participer aux discussions formelles. Dans l'informel aussi, beaucoup de choses peuvent se passer!

Pour en savoir plus sur le Forum ouvert:
- www.ordinata.ch/mots-cles/definitions/forum-ouvert.html
- www.dianegibeault.com/
- http://villesentransition.net/transition/outils/outil_n10_organiser_un_forum_ouvert
- www.openspacecanada.org
- Gibeault, D., *Le Forum Ouvert… une technologie?… une démarche de groupe ou une nouvelle façon de penser?* (www.dianegibeault.com).

© Reportage photo & 71

participation collective pour la suite du programme de la journée. Nous sommes invités à nous auto-organiser afin de mettre en œuvre l'animation d'ateliers. Trois rondes d'environ une heure et demie sont prévues (une le matin et deux l'après-midi), pendant lesquelles des ateliers vont être animés par «nous-mêmes» sur des thématiques choisies et proposées en lien avec la question de départ. La seule obligation pour proposer une question est de l'organiser et d'être animateur-initiateur de débat. En outre, un rapport écrit devra être produit et affiché sur le mur «presse», afin d'informer ceux qui n'auront pas suivi la discussion.

Après un moment d'étonnement et de silence, la machine se met en route et les participants s'impliquent dans la démarche. Chaque animateur «auto proclamé» écrit sur un panneau la thématique de l'atelier qu'il désire animer et, après une brève présentation, il colle sa thématique sur un grand mur qui représente le «marché aux ateliers». Un moment est nécessaire pour organiser le timing des rondes à l'aide de post-it et chacun fait alors «son marché» pour repérer et s'inscrire dans les ateliers auxquels il désire participer. Durant 4 heures et demie, le premier étage du Centre de Meeting de Charleroi (CEME) a bourdonné de multiples lieux de débats et de propositions.
En fin de compte, plus d'une vingtaine d'ateliers ont été organisés sur des thématiques très variées. En voici quelques-unes: *«Comment sensibiliser le grand public?», «Comment mesurer le changement?», «Partenariat: quelle réciprocité?», «Solidaires ou solitaires?», «Comment rendre les «êtres» acteurs de leur santé, ici et là-bas?», «Comment sensibiliser les enseignants et les étudiants?», «Quelle action pour la remise des pétitions», «Porter les revendications de la campagne auprès des responsables locaux et régionaux», «Accès aux médicaments génériques dans les pays du Sud», «Priorités à faire parmi les déterminants de la santé (Sud et cadre campagne)», «Mobiliser et interpeller le personnel», «Solidarité de protection pour ceux qui prennent des risques dans le Sud», «Quels a priori? Comment lutter contre?», «Plus*

Ensemble, faisons de la santé, un droit pour TOUS!

La campagne «*La santé, un droit pour TOUS!*», portée par Solidarité Mondiale et les Mutualités chrétiennes, a vu le jour en début 2011. Depuis, des actions de sensibilisation, des animations, des informations et des conférences ont eu lieu aux quatre coins de la Wallonie et de Bruxelles. Le fil rouge est de faire avancer ce droit fondamental qu'est la santé pour nous, mais surtout et avant tout pour les populations du Sud.

Faites parler de la campagne!
Le site de Solidarité Mondiale (www.solmond.be) reprend de nombreuses informations et les différents outils réalisés pour soutenir cette campagne. Des voyages d'immersion ont eu lieu au Bangladesh et en Bolivie. Des rencontres avec des participants à ces voyages sont possibles afin de témoigner des réalités et des actions menées par les partenaires de Solidarité Mondiale sur le terrain. Porter le bracelet de la campagne est aussi une manière de marquer son adhésion à cette campagne.
Expositions, films, fiches pédagogiques, publications… Ces outils sont toujours disponibles pour organiser des actions et des manifestations sur ce thème dans vos régions!

Signez la pétition pour l'accès aux soins de santé pour tous!
La campagne a aussi pour objectif de faire pression sur le Gouvernement belge. Pour cela, votre voix compte: au bout de deux années de campagne, vos signatures renforceront notre plaidoyer auprès du Gouvernement fédéral, à qui nous demandons de:
- faire de la santé une priorité dans la politique belge d'aide au développement;
- demander au niveau international à leurs collègues ministres de développer, en coopération avec les mutualités de leur pays, une politique grâce à laquelle chaque personne a accès aux soins de santé;
- rendre les médicaments génériques accessibles et disponibles pour l'ensemble des populations.

Marquez votre adhésion à nos revendications en signant la pétition qui se trouve sur le site: http://solmond.be/Signez-notre-petition!
L'objectif est de récolter plus de 15.000 signatures d'ici juin 2012!

Soutenez nos partenaires du Sud
Un don peut également être effectué sur le compte de Solidarité Mondiale (BE96-7995-5000-0005) afin de soutenir les partenaires au Sud de l'ONG.

de temps solidaires dans notre travail?», «La jeunesse dans la coopération internationale?», «Comment rompre le lien de dépendance entre le Nord et le Sud?»

Dès qu'un atelier est terminé, le responsable du rapport de débat se dirige au stand presse pour finaliser la production du groupe. Des ordinateurs sont ainsi mis à leur disposition pour écrire et imprimer ce rapport du groupe. Toutes productions sont alors affichées sur le mur «presse», ce qui permettra à tout un chacun de prendre connaissance en fin de journée de l'ensemble des débats.

Pour élaborer son plan d'action personnel

Dernière étape du forum ouvert, le retour en séance pour réfléchir à notre ***plan d'action personnel*** dans le cadre de cette relance de la campagne. Chacun était invité à repérer le sujet sur lequel il désirerait s'investir à partir de cette journée en matière d'action, de collaboration…

La journée s'est clôturée par un petit tour de table qui a permis à tous d'exprimer son vécu sur le déroulement de la journée et la démarche proposée. Si la majorité des participants est repartie satisfaite et motivée, quelques-uns ont néanmoins émis des craintes: A quoi cela va-t-il servir? Quel relais sera donné dans les organisations aux propositions dégagées? Que faire au niveau de l'action locale? Qu'en est-il des projets coordonnés collectivement? A cet effet, Arnaud Gorgemans et Valérie Van belle ont exprimé leur volonté de faire de ces craintes leur plan d'action personnel en matière de retour aux instances.

En guise de conclusion, Thierry Jacques, président du MOC, a mis en évidence la qualité de la participation de chacun et de chacune en matière de réflexions, d'interpellations et de pistes d'action pour faire mouvement autour de Solidarité Mondiale pour l'accès aux soins de santé pour tous, ici et là-bas. ■

La FOPES:

un Master en politique économique et sociale pour adultes, près de chez vous

Formation universitaire dans le domaine de la politique économique et sociale destinée à des adultes qui n'ont pas eu la possibilité d'entreprendre des études universitaires par la voie traditionnelle, qui cherchent à comprendre les mécanismes de l'économie et les phénomènes sociaux et qui veulent agir sur ces mécanismes en vue de plus de justice et de solidarité.
Se former tout en travaillant, c'est donc possible grâce à la FOPES, depuis 35 ans: sa politique d'admission, son organisation horaire, la proximité avec les lieux et centres d'intérêt des étudiants, l'accompagnement de leurs efforts de formation permettent de relever ce défi. La formation dure trois 3 ans à horaire décalé et avec des activités décentralisées (à Bruxelles et dans différentes villes de Wallonie). Elle comporte une année préparatoire et deux années de master. Les cours se déroulent soit le samedi, soit un jour de semaine. Outre la journée de cours, les étudiants sont tenus de se réunir un soir par semaine pour un travail en sous-groupes. Ils doivent, en outre, participer à 2 week-ends résidentiels par an. Les dispositifs pédagogiques mis en place sont adaptés aux adultes travailleurs et engagés, ils se basent fondamentalement sur un apprentissage coopératif. Ce Master universitaire en politique économique et sociale est également accessible grâce à la «Valorisation des Acquis de l'Expérience» (VAE) ou par des passerelles accessibles à certains diplômés de Hautes Ecoles. La formation bénéficie du Congé-éducation payé et du congé de formation. ■

Trois nouveaux groupes d'une vingtaine d'étudiants sont lancés chaque année: en 2012, des groupes ouvriront en province du Luxembourg, du Brabant wallon et du Hainaut Centre.

Dates des séances d'information

- MONS
  MOC de Mons - Rue Marguerite Bervoets 10
  Samedi 24 mars 2012
- LIBRAMONT
  CSC - Rue du Vicinal 7
  Jeudi 22 mars 2012 à 18h30
- LOUVAIN-la-NEUVE
  Bâtiment Dupriez - local D 144,
  Rue de la Lanterne Magique 32
  Lundi 16 avril à 18h30 et
  mercredi 16 mai à 18h30

Examen d'admission pour les personnes venant par la VAE: Samedi 19 mai 2012 à 10h à Louvain-la-Neuve

Informations sur www.uclouvain.be/opes ou par courriel:
chantal.grandmaire@uclouvain.be
Tél.: 010/47 39 07

© Reportage photo & 71

Actions *Consommateurs Travailleurs (ACT)*

A l'occasion de ses 15 ans, la «Campagne Vêtements Propres» a changé son nom: elle est devenue «achACT» pour dire «Actions Consommateurs Travailleurs»! Avec ce nouveau nom, il s'agit surtout d'affirmer la nécessité d'agir et de créer des liens entre travailleurs et consommateurs, citoyens du monde, pour faire respecter les droits, améliorer les conditions de travail, renforcer ceux et celles qui s'organisent pour défendre leurs droits fondamentaux dans les filières d'approvisionnement des marques et des enseignes de distribution. C'est également une nouvelle dynamique que lancent les 25 organisations de travailleurs, de consommateurs, ONG, organisations sociales et culturelles membres de la plate-forme constituant achACT, où l'on retrouve le MOC, la CSC et aussi Solidarité mondiale.

Avec «achACT», devenez achacteurs! Posez des actes concrets

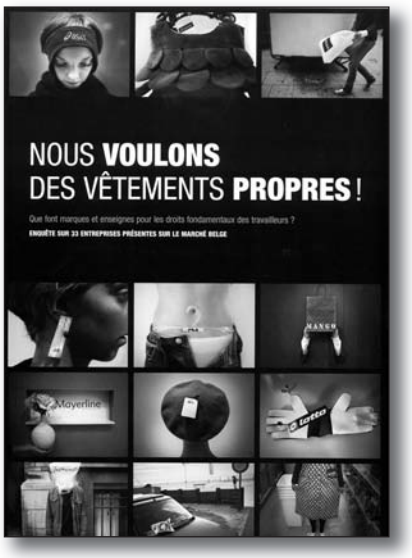
Au travers d'achats (ou de non-achats), il est important de poser des actes concrets, lorsque l'alternative existe, tout d'abord en tant que citoyen vis-à-vis des pouvoirs publics et des entreprises, et ensuite en tant que travailleur au sein de votre entreprise.

«AchACT» étend ses domaines d'action au vêtement, à l'électronique, au jouet et aux équipements de sport. Ces secteurs d'industrie manufacturière légère produisent pour le marché global via de puissantes entreprises de distribution. Ils ont en commun l'emploi d'une main-d'œuvre majoritairement féminine et migrante et se caractérisent par des violations systémiques des droits des travailleurs. Pour mener à bien sa mission, «achACT» s'allie à plusieurs réseaux européens et internationaux dont, bien sûr, celui de la *Clean Clothes Campaign* active dans 15 pays européens et en contact étroit avec une centaine d'organisations de défense des travailleurs dans les pays de production, mais aussi *Goodelectronics, Play Fair* et *Asia Floor Wage* et les consortiums européens *Make IT Fair* et *NetWorkWear*.

Des enseignes de la mode passées au crible au nom des droits des travailleurs

Que font les marques et les enseignes de mode pour respecter les droits des travailleurs qui cousent les vêtements vendus par eux? «AchACT» a présenté son action «*Devenez achACTEURS*», qui constitue le deuxième opus de son répertoire d'entreprises en matière d'engagement pour de bonnes conditions de travail dans leurs filières d'approvisionnement. La responsabilité de filière fait son chemin, tant auprès des grandes entreprises internationales que des PME, notamment belges. Depuis la première édition, des entreprises belges se sont engagées et pourraient par leur exemple en inspirer d'autres. La mobilisation reste cependant de mise, notamment pour affronter le défi des salaires qui, dans la plupart des usines, ne permettent toujours pas aux travailleurs de couvrir leurs besoins fondamentaux.

Après une première brochure sur les enseignes de mode et les marques de sport ou des discounters (en 2009), achACT vient de publier une nouvelle édition de son analyse sur les enseignes du secteur de la mode et tout spécialement les entreprises belges. Parmi les 36 entreprises passées au crible, on peut pointer Zara, C&A, Benetton, Cassis, Prémaman, Mexx, Mer du Nord, Charles Vögele, Vero Moda, Pimkie. Chacune d'entre elles est décrite sur base des informations, collectées en 2010, fournies par 22 d'entre elles et complétées par des renseignements disponibles dans la sphère publique. Quatre critères ont été retenus pour établir les profils: l'engagement formel des entreprises par le biais d'un code de conduite; sa mise en œuvre effective, notamment dans les pratiques d'approvisionnement de l'entreprise; son contrôle et sa vérification, le cas échéant, multipartite et la transparence dont l'entreprise fait preuve en la matière (liste des fournisseurs, impact de ses démarches, etc.). Dans l'édition 2012, la couleur de l'entreprise permet en un coup d'œil d'identifier son degré d'engagement: le dégradé va du noir (aucune politique ou politique inconnue) au vert (meilleur engagement existant). ■



Cette brochure est téléchargeable sur: www.achact.be/upload/files/Devenez_achACTEURS_Brochure.pdf
Pour en savoir plus et devenir achACTEURS, rendez-vous sur www.achact.be.

L'approche par les «capabilités», *une réponse concrète aux inégalités?*

Par Périne Brotcorne

Fin janvier dernier, le MOC et l'ACW ont co-organisé, à Bruxelles, deux journées d'étude sur l'approche par les «capabilités». Leur ambition: réfléchir à la pertinence de cette approche comme réponse concrète aux inégalités. Cet évènement avait un certain caractère inédit. En effet, si cette perspective est largement débattue depuis quelques années au sein du monde académique et scientifique, elle alimente bien moins souvent les réflexions et les pratiques des professionnels de terrain au sein d'organisations sociales. Le débat fut riche et l'approche théorique habilement illustrée par des expériences concrètes menées notamment dans les champs de l'éducation permanente, l'insertion socioprofessionnelle et la coopération au développement, etc.

© Reportage photo & 71

L'approche par les capabilités a été théorisée par Amartya Sen, économiste indien et prix Nobel. Mais que recouvre-t-elle vraiment? Pour bien comprendre le concept, prenons un exemple: deux personnes sont «demandeurs d'emploi» et bénéficient d'un même droit à la formation continue pour se reconvertir au niveau professionnel. Toutefois, dans un premier cas, la personne a le choix entre différentes formations et la possibilité de négocier son programme formatif en fonction de ses besoins et de ses opportunités professionnelles. À l'inverse, dans l'autre cas, la personne se voit contrainte de suivre une des formations proposées sous peine de perdre ses allocations de chômage et sans idée précise des opportunités d'emploi que ces formations peuvent l'aider à décrocher.

Malgré la possession d'un même **droit formel** à la formation (= «ressource»), et in fine la même **réalisation** d'une formation (= «l'accomplissement»), le **degré de liberté réelle** des deux individus d'accomplir une formation (= les «capabilités») n'est évidemment pas identique. Ainsi, cette approche défend l'idée selon laquelle deux personnes disposant d'une même quantité de ressources ou droits formels n'ont pas nécessairement les mêmes «capabilités», ni les mêmes libertés d'utiliser ces ressources pour les convertir en opportunités réelles de choix et d'accomplissement. Cette utilisation effective dépend autant de la possession de ressources que de la présence de «facteurs de conversion» plus ou moins favorables à la réalisation d'un acte librement choisi. Dans notre exemple, tous les facteurs peuvent influer sur la compétence de suivre une formation. Cette approche souligne surtout, selon les expressions d'Amartya Sen, «la liberté positive», c'est-à-dire la capacité d'une personne à être ou à faire quelque chose, à pouvoir choisir sa vie.

Aussi, des inégalités peuvent-elles surgir au niveau de facteurs de conversion d'ordre personnel, mais aussi d'ordre sociopolitique (par exemple, les règles institutionnelles concernant les contraintes plus ou moins grandes de suivre une formation selon les catégories de chômeurs) et environnemental (notamment, le plus ou moins grand éventail de choix de formations permettant de décrocher un emploi choisi et de qualité). Cette distinction entre ressources et capabilités est loin d'être triviale; elle indique qu'agir sur les droits et les compétences des personnes ne suffit pas si les facteurs sociaux et environnementaux ne sont pas pris en compte.

C'est donc globalement la question de l'émancipation qui est au cœur de cet enjeu des «capabilités». Le CIEP, comme mouvement d'éducation permanente, continuera donc à travailler cette question à partir de son expérience dans le champ tant de la formation d'adultes que de l'animation sociopolitique et culturelle. ■

Un cahier reprenant les idées-clés de la journée sera publié dans le courant du second semestre 2012 et accessible en ligne sur le site du CIEP (www.ciep.be Rubrique: Productions-Cahiers du CIEP).

Quel est l'envers de la déclaration Limosa?

Par Annie George,
ISCO Namur Général, 2006-2010

La Déclaration Limosa est une formalité administrative qui doit obligatoirement être effectuée par tout travailleur ou société belge qui emploie du personnel d'origine étrangère. Par ailleurs, ces travailleurs restent toujours soumis à la sécurité sociale de leur propre pays.

Mon intérêt pour ce sujet était d'aborder sous un autre angle ce sujet généralement connu des seuls publics avertis. C'est pourquoi mon mémoire s'est penché sur l'envers de la Déclaration Limosa, car cette dernière ne se limite pas seulement à une déclaration électronique. De plus, nous avons rencontré de nombreux obstacles pour obtenir des informations utiles pour ce travail.

© Reportage photo & 71

Pour répondre à mes interrogations (Pourquoi une telle déclaration? A quoi sert-elle? A qui profite-t-elle? Pourquoi?) j'ai, dans un premier temps, présenté la déclaration, son contexte d'application, ses objectifs, ses différentes spécificités, en fournissant une série de chiffres. Nous nous sommes ensuite penchés sur les législations belge et européenne pour savoir comment elles abordaient cette question. Dans un deuxième temps, deux questionnaires ont été élaborés: le premier destiné aux utilisateurs de l'application et le deuxième pour les institutions habilitées à exploiter la base de données Genesis (base de données reprenant toutes des informations concernant les occupations étrangères).

La grande difficulté rencontrée lors de ce travail a été liée à la récolte d'informations, l'opacité de certains interlocuteurs et, en particulier, des organismes ayant accès à Genesis. De plus, travailler pour la société Smals (société qui a créé le support informatique de l'application) s'est assez vite révélé utopique.

Ce mémoire ne propose donc pas de piste d'action possible mais la conclusion ouvre finalement sur la remise en cause du dispositif pour des raisons qui tiennent à la fois à sa légalité en regard des dispositions du Droit communautaire européen et de l'opacité qui entoure l'utilisation par les administrations belges des informations générées par cet outil de données. ■

Une exposition d'œuvres d'internés psychiatriques[1]

Par Daphné Sorbi
(ISCO-BAGIC 2009-2011)

Dans le cadre des activités socioculturelles à l'annexe psychiatrique de la prison de Forest, Accueil Protestant (APO - Service d'Aide Sociale aux Justiciables) a présenté une exposition d'œuvres de personnes internées «De l'Ombre à la Lumière», dans ses locaux.
Mon mémoire s'est tout particulièrement penché sur la conception, la réalisation et l'évaluation de ce projet culturel sur mon lieu de travail. Ce Service d'Aide Sociale aux Justiciables propose notamment toutes les semaines un atelier créatif pour des personnes internées à Forest et d'où proviennent les œuvres exposées. Réalisées dans l'atelier depuis 2003, ces œuvres comprennent des dessins, des peintures, des photos, mais aussi des créations en 3 dimensions pour des projets divers et parfois en partenariat avec différentes autres associations.
Après avoir présenté des notions clefs comme la Défense sociale, la maladie mentale, la délinquance et les services d'aide sociale aux justi-

La prochaine défense de mémoire

ISCO

le 23 juin 2012

Info: Rita D'Agaro au 02/246.38.42
Courriel: rita.dagaro@ciep.be
www.ciep.be/index.php?p=g&id=183

ciables, je me suis attardée sur les objectifs de l'exposition, mes motivations à initier ce projet culturel et les différentes étapes de la construction du projet. Le but de ce mémoire est donc d'analyser l'intérêt qu'une telle exposition peut susciter auprès d'un public de visiteurs, les retombées sur les politiques menées en matière d'aide aux personnes et d'aide sociale aux justiciables, et l'impact sur les artistes eux-mêmes.
Ces activités culturelles poursuivent en général trois objectifs principaux: le développement personnel des participants: une meilleure connaissance de soi-même, un certain épanouissement; le développement de la créativité des participants, de l'envie d'apprendre et de découvrir «autre chose»; enfin, le développement du «savoir vivre» dans un groupe: respect des autres et du cadre fixé.

Au travers de cette exposition, nous avons voulu permettre au public de découvrir les œuvres réalisées par des personnes incarcérées, de mettre en avant le résultat du travail effectué auprès des internés, tout en valorisant à l'extérieur les réalisations artistiques des internés, mais aussi d'agrandir la visibilité du service tant au niveau des associations que du tout public et de mettre en avant la collaboration qui existe entre les différents services d'aide sociale aux justiciables. ■

1. Le titre complet du mémoire de Daphné est «Une exposition d'œuvres d'internés psychiatriques. En quête de l'intérêt suscité par une telle exposition auprès du public, des politiques compétentes en matière d'aide sociale aux justiciables et des internés»

© Reportage photo & 71

Quels changements avec la réforme du Code wallon du Logement?

Le MOC de Charleroi-Thuin et l'Ecole Sociale de Charleroi (HELHa) coorganisent une journée d'étude le 1er juin autour de l'actualité de la réforme du Code wallon du Logement. Dans les mois qui viennent, le Code wallon du Logement va voir un certain nombre de ses articles modifiés. Qu'est-ce qui sous-tend ces modifications? Qu'est-ce que cela implique au niveau des locataires, des bailleurs? Quelles modifications dans le logement social? Cette journée a pour objectif de répondre à ces questions et d'en débattre entre chaque intervention.

Programme

La matinée est consacrée à deux thématiques «De la lutte contre l'insalubrité à l'habitat durable» et aux changements dans le logement public» avec une intervention de Bernard Monnier, chef de cabinet adjoint du Ministre Jean-Marc Nollet en charge du Logement. La deuxième partie de la journée est structurée en une série d'ateliers thématiques (liste des thèmes accessible sur le site de l'HELHa). En conclusion, une rencontre avec Jean-Marc Nollet est prévue autour des liens entre habitat, énergie et fiscalité.

Des informations concernant le thème de ces ateliers seront disponibles sur le site (Ecole Sociale de Charleroi) dès février. ■

Infos pratiques:
Date: le vendredi 1er juin
Lieu: Ecole Sociale de Charleroi, rue du Trieu Kaisin 134, 6061 Montignies-sur-Sambre
PAF: 10 €
Inscription et renseignements: Anne Sotiaux
Tél.: 071/20.22.98
Courriel: anne.sotiaux@helha.be
www.helha.be

Elections communales et l'expo-animation «De Trois choses l'urne» à La Louvière

La Maison de la Laïcité de La Louvière, en collaboration notamment avec le CIEP-MOC Hainaut Centre et d'autres associations locales, propose aux groupes d'adultes et de jeunes de participer à une après-midi autour de la politique à l'occasion des élections communales: au programme à la Maison de la Laïcité, un spectacle «L'effet de Serck»[1] suivi d'une expo-animation «De Trois choses l'urne».

Les participants sont invités à construire leur ville au travers d'une approche ludique et interactive. Ils échangent leur point de vue et déterminent les priorités de leur commune et gèrent la prise de décision face à des situations concrètes. Ils participent ensuite à leurs propres élections communales.
A partir des notions abordées dans le spectacle humoristique «L'effet de Serck», qui sera vu auparavant, les participants ont l'occasion de comparer les programmes imaginés avec ceux des différents partis politiques actuels. Ils peuvent alors les situer sur l'axe gauche-droite et en appréhender les principales différences entre les différents groupes politiques. ■

Infos pratiques:
Dates: Du 26/3 au 30/3 et du 16/4 au 4/5 2012 de 9h à 12h et de 13h à 16h
Lieu: Maison de la Laïcité (124 rue Warocqué à 7100 La Louvière)
Public: Adultes et jeunes à partir de la 5ème secondaire (groupes de maximum 30)
Réservation indispensable:
Maison de la Laïcité - Tél.: 064/ 84 99 74
PAF: gratuit
Renseignements:
CIEP-MOC Hainaut Centre de La Louvière, Julien Gras: 0472/ 533.104
Courriel: ciep@ciep-hainautcentre.be

1. Le spectacle pour adolescents «L'effet de Serck» raconte l'histoire d'un jeune comédien qui essaye de comprendre la démocratie et la politique belge pour aider de futurs électeurs et les sensibiliser à l'importance du vote. Avec humour, ce spectacle suscite des questions et réflexions sur la démocratie.

Pour combattre les malentendus *autour des Gitans*

L'ouverture des frontières à l'Est de l'Europe a rendu une nouvelle visibilité aux Roms, Tsiganes, Gitans, voire aux Gens du voyage, puisqu'on amalgame souvent des populations qui ont pourtant des origines, des histoires et des Cultures diverses. Cette nouvelle visibilité a réactivé une série de stéréotypes qui leur ont toujours collé à la peau: misérables, sales, marginaux, rétifs à toute norme, souvent mendiants, et donc forcément voleurs… D'autres clichés nous sont plus contemporains: faux demandeurs d'asile et quémandeurs d'aide sociale, notamment.

Populations mal entendues, objets de malentendus.

Bien sûr, les gens du voyage ne sont pas les seuls à subir des rejets et des discriminations, mais ils se manifestent à leur égard de façon particulièrement intense et violente. Aujourd'hui, des discours politiques anti Roms, tant à l'Est qu'à l'Ouest de l'Europe, entretiennent la croyance de leur nuisance. Expulsés par centaines, enfermés derrière des murs anti Roms, ils sont «ballottés entre des pays qui n'en veulent plus et d'autres qui n'en veulent pas». Après un examen des raisons de la migration des Roms de l'Est, les question des récentes «politiques d'inclusion» menées par les instances européennes sont analysées.

© Reportage photo & 71

Le sixième numéro de la revue d'information et d'analyse migrationsImagazine, intitulé «*Roms, Tsiganes, Gitans: les malentendus*», est composé de deux parties: la première retrace l'histoire, ancienne et récente des Roms, leur implantation séculaire en Europe, leurs singularités culturelles, la mise en place de politiques antitsiganes qui mèneront au génocide et dont la construction administrative et politique trouve un écho dans certains processus actuels de stigmatisation et de mise à l'écart. Présent dans les kiosques depuis le 17 février, ce magazine est consacré ensuite à l'analyse des raisons de la migration des Roms de l'Est après l'écroulement du bloc communiste puis après les conflits dans les Balkans, aux récentes «politiques d'inclusion» menées par les instances européennes et à la critique de la création par l'UE et certaines organisations internationales d'une «question Rom», qui ne serait qu'un cache-misère d'une Europe sociale de plus en plus délabrée. Dans la dernière partie, le numéro aborde spécifiquement la situation des Roms -pour la plupart européens- en Belgique avec des paroles de Roms roumains ayant fui Ceaucescu, des paroles de Roms slovaques errant depuis parfois des années entre la rue, les squats et les refuges précaires, ainsi que des paroles de représentants d'associations roms ou travaillant avec les Roms…

Sans avoir la prétention d'être exhaustif, ce numéro présente les travaux de chercheurs (ethnologues, anthropologues, historiennes), des reportages, des témoignages, des points de vue. Les objectifs de ce magazine sont notamment de tenter de bousculer des idées reçues, de faire prendre conscience, de déconstruire des croyances tenaces et de contribuer à lutter contre la stigmatisation véhiculée à leur encontre.

Pour commander ce numéro de *migrationsImagazine*: CIRE rue du Vivier 80-82 B-1050 Bruxelles - tel: 02/629.77.34 - Courriel: info@migrations-magazine.be www.migrations-magazine.be/
Abonnement: 12 € pour 3 numéros par an
Courriel: abonnement@migrations-magazine.be

Tsiganes, Roms, Gitans, Gens du voyage… Entre mythe et réalité

En parallèle à cette publication de *migrationsImagazine*, une série de manifestations sont organisées jusqu'au 28 avril à *La Maison du Livre* de Saint-Gilles (Bruxelles).
En partenariat avec de nombreuses associations (notamment Le CIRÉ et *migrationsImagazine*), *La Maison du Livre* organise des événements multidisciplinaires consacrés aux représentations - essentiellement littéraires et picturales - des Tsiganes, Roms, Gitans et Gens du voyage, ainsi qu'aux stéréotypes et aux discriminations dont ils sont les victimes. Durant trois mois, la Maison du Livre va vibrer sous le signe des Tsiganes, Roms, Gitans, Gens du voyage avec des projections, des débats, des concerts et des expositions. Dans ce voyage exploratoire, la Maison du Livre a voulu montrer la diversité de ces peuples et la richesse de leurs Cultures, qui font partie intégrante de notre histoire depuis des siècles. ■

Infos pratiques:
Lieu: La Maison du Livre,
24-28 rue de Rome à 1060 Bruxelles
Dates: jusqu'au 28 avril 2012
L'exposition est visible les mercredis de 14h à 19h, jeudis et vendredis de 14h à 17h et les samedis de 10h à 13h ou sur rendez-vous. Entrée libre.
Programme des activités est accessible sur www.lamaisondulivre.be

Des acteurs *pour lutter contre la pauvreté*

A l'occasion de l'Année européenne de lutte contre la pauvreté, une quinzaine de personnes lambda ont été sollicitées pour témoigner de leur combat quotidien contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ces citoyens ne sont pas des travailleurs sociaux de première ligne et encore moins des personnalités qui se sont profilées comme experts ou ambassadeurs de cette cause. Il s'agit au contraire de personnes qui ont un jour croisé la pauvreté et ont préféré ne pas détourner le regard. Elles exercent des professions potentiellement en contact avec la pauvreté: directeur d'école, infirmière, artiste, huissier, bibliothécaire, gynécologue, agent communal, architecte, hôtelier, avocat, etc. En parallèle, Alter Echos a publié un recueil reprenant les témoignages de ces acteurs non institutionnels qui luttent à leur manière contre la pauvreté. De cette publication intitulée «Pauvreté: 15 acteurs, 1 combat» est née l'idée de monter une exposition itinérante. Cette dernière peut être louée lors d'événements. Des conférences-débats en présence de personnes concernées et/ou actives dans le domaine de la pauvreté peuvent aussi être organisées. ■

Infos pratiques:
Intéressé-e par ce thème ou par cette exposition, contactez Aurélie Grimberghs à Alter Echos au 02/541.85.23 ou par courriel: aurelie.grimberghs@alter.be

Enfants en exil
exils d'enfance

Le dernier numéro de la revue «*Les Politiques sociales*» consacré au sort réservé aux enfants dans le cadre de l'asile et les enfants en situation d'exil vient de sortir de presse. Certes, le phénomène n'est pas récent même si ces enfants sont de plus en plus nombreux. Et beaucoup ne sont plus accompagnés ni par un parent ni même par un tuteur. Cette situation complexifie les pratiques des travailleurs sociaux qui, à leur tour, interpellent le monde politique. Aux dispositifs d'accueil spécifiques, il conviendrait d'ajouter des mesures de protection de l'enfance. D'autres publications qui font le point sur la situation en Belgique, ont déjà été publiées, comme le dossier spécial d'Alter Echos[1]. L'intérêt de ce numéro vient des contributions écrites par des chercheurs, des formateurs et des travailleurs sociaux de terrain témoins de ces parcours d'exil d'enfance, qui viennent tant de Belgique que de l'étranger. Ils mettent à l'épreuve le travail social et s'attardent sur les compétences à développer pour rencontrer les besoins sociaux, psychologiques et éducatifs de ce public particulièrement fragilisé. Éclairages réflexifs, recherches innovatrices, récits de pratiques concrètes tracent des pistes de réponses originales, dans ce champ du social en déconstruction/reconstruction, pour des enfants fuyant un monde sans issue et en quête d'un avenir meilleur. ■

Infos pratiques:
Revues «Les Politiques sociales» - Service social dans le monde, asbl
Av. Sleeckx, 84 B-1030 Bruxelles
Tél.: fax 00 32 2 242 41 89
Courriel: beauduin@infonie.be
Sommaire sur
www.lespolitiquessociales.org/

1. «Enfance en exil: entre traumatismes individuels, droits de l'enfant et recherche de solutions», *Dossier spécial Alter Echos*, décembre 2009, n° 285 (Accessible en format PDF www.alterechos.be/download/dossierList/20091215_ae285_286_mena.pdf),

Dates à épingler

«Les printemps arabes, société civile et syndicalisme»

En collaboration avec la CSC Mons-La Louvière, le MOC Hainaut Centre et Solidarité Mondiale organisent une fin d'après-midi composée de différents ateliers participatifs et d'une conférence-débat en soirée. En introduction à la conférence, le public pourra échanger sur la thématique grâce à deux ateliers participatifs. L'objectif est de faire émerger nos représentations sur cette actualité et sur les réalités socio-économiques et culturelles des pays de cette région.

Programme
16h30: Ateliers participatifs
18h: Bar, petite restauration
19h: Conférence-débat avec Pascal Fenaux, journaliste au Courrier International (Paris) et à la Revue Nouvelle, et de Luc Vanhaverbeke (CSC-Transcom)
20h30: Drink

Informations pratiques
Date: mardi 27 mars
Lieu: MOC Hainaut Centre au 10 rue Marguerite Bervoets - 7000 Mons
Renseignements et inscription:
CIEP-MOC Hainaut Centre
Tél.: 065/35.39.63
Courriel: mocmons@skynet.be
www.moc-hainautcentre.be

«Les nouvelles formes de militance et d'engagement»

Conférence/débat avec Christian Boucq (CIEP Communautaire) et Laurence Blésin (collaboratrice à la FEC, philosophe et auteure avec Alain Loute de «Nouvelles vulnérabilités, nouvelles formes d' engagement: critique sociale et intelligence collective»)

Date: Mercredi 25 avril
Lieu: MOC de La Louvière (6 rue du Marché), à 18h30
Infos: Julien Gras , CIEP-MOC La Louvière
Tél.: 064/23.80.20 et 0472/ 533.104

«Les enjeux des élections communales d'octobre 2012»

Conférence/débat avec Jean Faniel (politologue du CRISP)

Date: mardi 19 juin
Lieu: MOC de La Louvière (6, rue du Marché) à 19h
Infos et inscription: Julien Gras, CIEP-MOC La Louvière
Tél.: 064/23.80.20 et 0472/ 533.104

Divers-Cité plurielle: conférence-débat

Ottignies-LLN: 126 nationalités, une multitude de manières de vivre imprégnées des cultures, des croyances, d'ici et d'ailleurs. Différentes manières de parler, de manger, de s'habiller, de fêter et de célébrer, discrètes ou franchement affirmées. En tant qu'habitant d'Ottignies-Louvain-la-Neuve, êtes-vous interpellé ou choqué par certaines pratiques? Que pensez-vous du fait d'arborer son appartenance religieuse ou de la visibilité des différents lieux de culte et de cérémonie? Est-ce autant de freins au vivre ensemble ou au contraire, est-ce une envie de mieux connaître la culture de l'autre? Conférence-débat ce samedi 28 avril autour de l'intervention d'Henri Golman.

Date: le samedi 28 avril 2012 de 14H00 à 18H00
Lieu: Lycée Martin V, avenue des Arts, 1348 Louvain-la-Neuve
Organisateurs: Génération Espoir, Centre Formation Cardijn CEFOC, Cellule de développement communautaire d'Ottignies-LLN, Maison de la laïcité Hypathia, Paroisse de Blocry, Mosquée de LLN, Centre Régional d'Intégration du Brabant Wallon (CRI)
Infos: Génération Espoir Asbl
Tél.: 010/41.22.03
GSM: 0484/666.232
Courriel: generationespoir@mail.be

«Pour vous, la finance se déshabille»

Découverte d'outils pédagogiques sur le rôle des banques, le mécanisme de la dette publique et la création monétaire.

Dates: vendredis 27 avril et 25 mai (de 9h30 à 12h30)
Lieu: Salle de réunion du MOC, rue St-Gilles 29 à Liège
Contact: Equipes populaires de Huy-Liège-Waremme - Tél.: 04/232.61.77

Formation sur la Commune et la citoyenneté communale

Fin avril, les Equipes populaires de Verviers organisent une formation de 4 soirées dans le cadre des élections communales. Les dates de ces soirées ne sont pas encore fixées.

Info: Francisco Alvarez
Tél.: 087/33.06.68
www.equipespopulaires.be
(Rubriques "Agenda" et "Vie des régions")

Des clés pour comprendre et analyser les politiques d'austérité

Le CIEP-MOC Bruxelles vous propose une formation 3 jours à l'attention des travailleur/ses bruxellois/es de l'insertion socioprofessionnelle et des missions locales pour le Fonds de la Formation Continuée des travailleurs du secteur de l'ISP bruxelloise.
Les travailleurs sans emploi, le secteur non marchand et les travailleur/ses en général subissent l'impact de mesures d'austérité prises en Belgique et en Europe. Quelles en sont les causes, les conséquences et les réponses pour en sortir?

- **Jeudi 19 avril: Les conséquences de l'austérité sur les femmes**

Avec Magali Verdier, responsable de Vie Féminine Bruxelles et Soizic Dubot, coordinatrice nationale «Emploi, revenus, formation» à Vie Féminine

- **Vendredi 4 mai: Les causes de l'austérité**

Avec Henri Houben, docteur en Economie, membre d'ATTAC et chercheur au GRESEA

- **Jeudi 7 juin: Les actions contre l'austérité**

Avec Denis Desbonnet (Marches européennes contre le chômage et la précarité) et une personne active dans 1000 Milliards

Informations pratiques:

Dates: 19 avril, 4 mai et 7 juin de 9h30 à 16h30
Lieu: COFTEN Rue de l'Abondance, 5-7 à 1210 Bruxelles - Salle au 1er étage
Informations et inscription (gratuite et indispensable)
Informations: CIEP-Bruxelles
Myriam Djegham Tél.: 02/557.88.38 ou 88.35
Courriel: Myriam.djegham@mocbxl.be

Conseil Général de l'ISCO (CGI)

Date: 3 mai 2012 à partir de 18h
Lieu: Facultés Notre-Dame de la Paix à Namur
Info: Secrétariat CIEP-ISCO
Tél.: 02/246.38.42
www.ciep.be (Rubrique ISCO et Agenda)

Adresses des centres régionaux du CIEP

BRABANT WALLON
boulevard Fleur de Lys, 25
1400 Nivelles
067/21.89.91

BRUXELLES
rue Plétinckx, 19 - 1000 Bruxelles
02/557.88.35

CHARLEROI - THUIN
boulevard Tirou, 167 - 6000 Charleroi
071/31.22.56

DINANT - PHILIPPEVILLE
rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590 Ciney
083/21.24.51

HAINAUT CENTRE
La Louvière:
rue du Marché, 6 - 7100 La Louvière
064/23.80.20
Mons:
rue Marguerite Bervoets, 10 - 7000 Mons
065/35.39.63

HAINAUT OCCIDENTAL
Tournai:
av. des Etats-Unis, 10 Bte 8
7500 Tournai
069/88.07.64
Ath:
rue de Gand, 28 - 7800 Ath
068/84.34.31
Mouscron:
rue St-Pierre, 52 - 7700 Mouscron
056/33.48.68

LIÈGE-HUY-WAREMME
Liège:
rue St-Gilles, 29 - 4000 Liège
04/232.61.61
Huy:
av. Albert 1er, 6 - 4500 Huy
085/21.11.33

LUXEMBOURG
rue des Déportés, 39 - 6700 Arlon
063/21.87.33

NAMUR
place l'Ilon, 17 - 5000 Namur
081/22.68.71

VERVIERS
rue du Centre, 81 - 4800 Verviers
087/33.77.07

CANTONS DE L'EST
VHS - Rotenbergplatz, 19
4700 Eupen
087/59.46.30

Le Centre d'Information et d'Education Populaire du MOC (CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO.

L'éducation permanente est notre quotidien, la formation notre spécialité.

Contact:
Centre d'Information et d'Education Populaire
Chaussée de Haecht, 577-579
1030 Bruxelles
Tél.: 02/246.38.41-42-43
Fax: 02/246.38.25
Courriel: communautaire@ciep.be

C - I - E - P
Mouvement Ouvrier Chrétien

Avec le soutien de la Communauté Française de Belgique